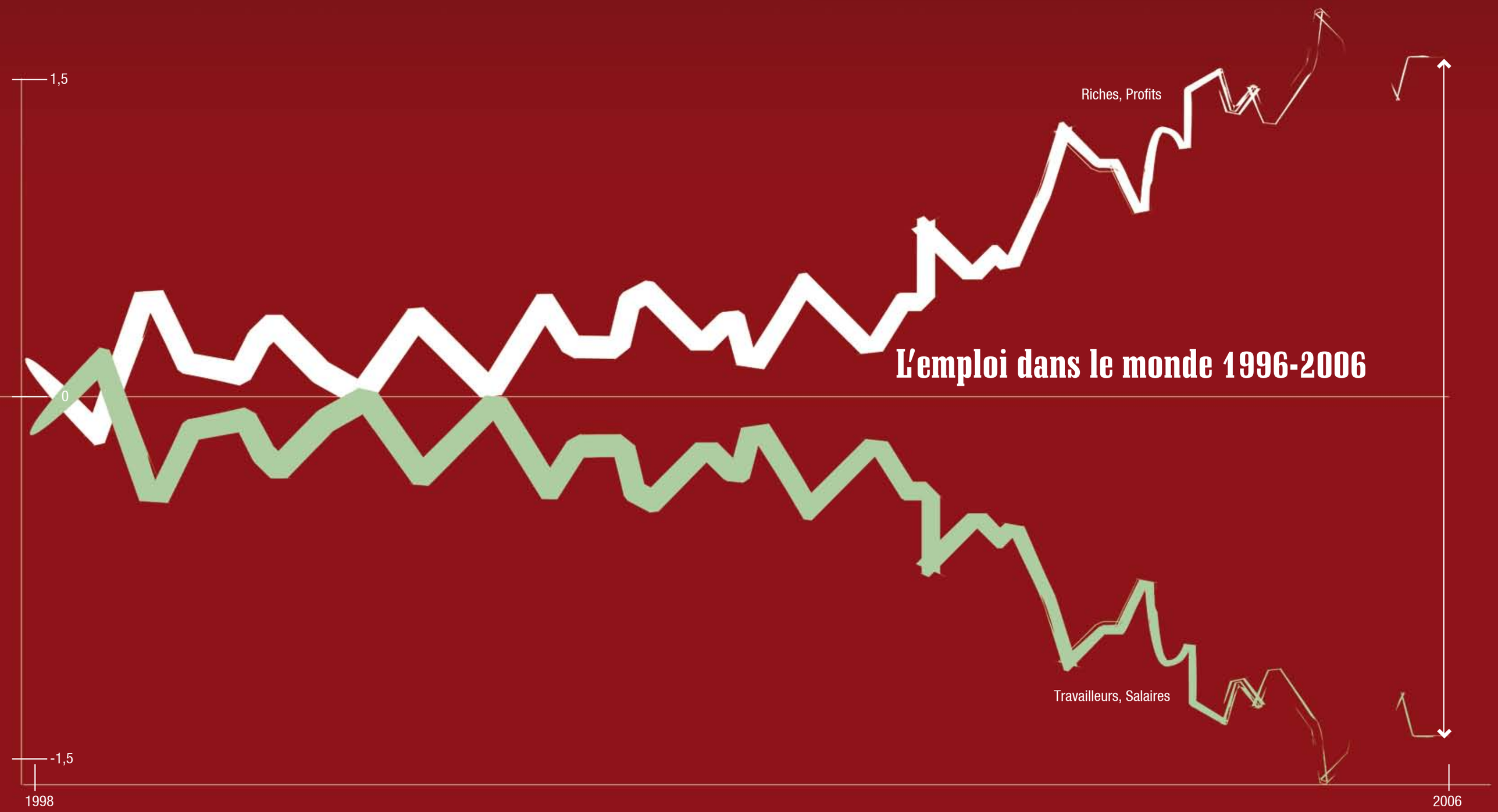
Gresea echos
Revue trimestrielle
du groupe de recherche
pour une stratégie économique alternative

Belgique-
België
P.P.
Bruxelles I
1/1770
P601044
Envoi non prioritaire
à taxe réduit

L'emploi dans le monde 1996-2006



Gresea echos N°49

SOMMAIRE

Edito
Et revoici la marchandise travail ... 1

Fiche 1
L'emploi dans le monde 2

Fiche 2
Emploi et chômage dans les pays de l'OCDE 4

Fiche 3
L'emploi et le chômage en Russie et en Ukraine 7

Fiche 4
L'emploi en Afrique 9

Fiche 5
L'emploi en Asie 11

Fiche 6
L'emploi en Amérique latine 12

Fiche 7
Croissance et inégalités 13

Fiche 8
Qualité des emplois 14

Fiche 9
Emplois et migrations 16

Fiche 10
Protection sociale et droits des travailleurs 17

Fiche 11
Structure de l'emploi 18

A lire 20

GRESEA Echos N°49
Trimestriel: Janvier-Février-Mars 2007
Couverture: Guy Ekondo

Réalisé avec le soutien de la DGCD
(Direction générale de la Coopération au Développement)

Editeur responsable:
Erik Rydberg, c/o GRESEA

Comité de rédaction:
Brahim Lahouel, Marc François, Erik Rydberg, Xavier Dupret.

Numéro réalisé par Xavier Dupret et Brahim Lahouel

Responsable publication et mise en page:
Nathalie Van Verre

Abonnements:
8 euros/4 numéros
2 euros/numéro

GRESEA asbl
Groupe de Recherche pour uneSstratégie économique alternative

Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles
Tél. + 32.(0)2 219 70 76
Fax + 32 (0)2 219 64 86
Email: gresea@skynet.be
Site: www.gresea.be

Et revoici la marchandise travail...

En 1996, écrivions-nous, l'emploi dans le monde se porte mal. Et, en 2006, nous pouvons enfin écrire... Là, le lecteur perspicace aura remarqué qu'une période de dix ans sépare ces deux phrases. Pourquoi dix ans? Pourquoi l'emploi? Et pourquoi enfin?

En 1996, le Gresea était, avec beaucoup d'autres, engagé dans une campagne de mobilisation sur l'emploi. Cela suppose de savoir, d'abord, de quoi on parle. D'où le projet, inabouti, de publier des fiches pédagogiques sur l'emploi dans le monde. Une visite guidée.

Mais donc, hélas, projet inabouti. L'idée était en effet, sur la base d'une radioscopie didactique de l'emploi mondial, d'en soumettre les résultats à une hypothèse. L'hypothèse était la suivante: le massacre de l'emploi par les Programmes d'Ajustements Structurels, dans les pays du Tiers-monde, ne peut être dissocié des Programmes de Modération Salariale qui déferlent sur les travailleurs des pays industrialisés. Massacre, là aussi. Même logique économique. Capital contre travail.

On n'a pas eu le temps. Il y a eu d'autres urgences. Il a fallu parer au plus pressé. Peut-être. Dix ans, c'est long. Il y avait sans doute d'autres raisons, probablement idiotes. On ne va décortiquer, maintenant, cet échec. Il faut positiver.

Positivons. Nous disposons de la radioscopie de 1996 et, les bégaiements de l'histoire ont des bons côtés, une nouvelle campagne nationale sur l'emploi est en gestation. Le lecteur perspicace ne pourra s'empêcher de frapper du poing la table: mais, c'est l'occasion rêvée de reprendre le projet à zéro! Comparer 1996 et 2006 (chiffre rond de dix ans, là!) et, enfin, pousser l'analyse jusqu'à ses impitoyables conclusions!

C'est l'idée, le fil directeur de ce numéro du Gresea Echos. Comparer et dresser un diagnostic, qu'en est-il du grand malade? L'emploi, donc. Les travailleurs.

C'est vite dit. L'emploi, chacun sait ce que c'est jusqu'au moment où on passe à la définition. C'est quoi, un emploi? Comme cela, à la grosse louche, c'est le contraire du non emploi. D'un côté, des gens au travail. De l'autre, des gens sans travail. Facile. Il suffit de calculer. On prend la population active mondiale (tous ceux et toutes celles qui ont entre 18 et 64 ans, mettons) et on prend tous les chômeurs du monde, puis on soustrait et cela sort sans problème du chapeau: le nombre exact, à la décimale près, de gens au travail dans le monde.

Cela ne marche pas comme cela, naturellement. L'emploi, c'est fuyant comme une anguille. Qu'est-ce qu'on compte? Un type qui travaille une heure pendant une semaine donnée? C'est ainsi qu'Eurostat (les statisticiens de l'Union européenne) procède. Pour Eurostat, ce type-là est compté comme un travailleur qui a un emploi.

On peut pousser plus loin. Vers la zone grise, ceux qui n'ont pas de travail tout en n'étant pas au chômage. Tout le secteur criminel, par exemple, dont Marx soulignait à quel point il est "productif" et indispensable à nos économies. En effet, notait-il, "Le criminel ne produit pas seulement des crimes, mais aussi le droit criminel, et, par suite, le professeur des cours de droit criminel, et l'inévitable traité grâce auquel ledit professeur jette comme "marchandise" ses conférences sur le marché général. Il se produit de la sorte une augmentation de la richesse nationale [... puisque] le criminel produit d'autre part toute la police et la justice criminelle, les sbires, juges, bourreaux, jurés, etc.; tous ces différents métiers, qui constituent autant de catégories de la division sociale du travail (...)"[1]
On n'en retiendra, pour l'heure, que ceci. Le travail est une marchandise. Il était marchandise en 1996 et il l'est en 2006. Il faut commencer par là. Commençons...

Erik Rydberg

Note

[1] *Karl Marx, Matériaux pour l'économie, 1844-1858, in Oeuvres, vol. 1, La Pléiade, p. 399.*

Avertissement

La présente réactualisation de notre radioscopie 1996 de l'emploi dans le monde diffère de cette dernière sur plusieurs points. Toutes les fiches thématiques de l'édition originale n'ont pas été reprises. De même, à notre regret, nous n'avons pas toujours pu, pour les tableaux statistiques, trouver les nouvelles données correspondantes. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. Cette lacune est, largement, le reflet du manque de cohérence et d'esprit de suivi des grandes institutions internationales qui les fournissent (OCDE, Banque mondiale, agences des Nations unies, etc.). Au fil du temps, les regroupements régionaux ont changé, idem pour d'autres agrégats, les critères de ventilation: le PNUD ne donne plus, par exemple, la répartition de l'emploi par grand secteur d'activités, à laquelle il a substitué une approche "genre". Pourquoi non? Mais c'est, en même temps, faire oeuvre de destruction de la mémoire, empêcher toute comparaison historique.
Un mot des statistiques, aussi. Toujours à prendre avec une pincée de sel. Et beaucoup de scepticisme. On ne réduit pas l'homme à un chiffre. Et le chiffre, lui-même, est toujours traître. Quand on parle d'emploi, par exemple. C'est quoi un emploi? Dans la statistique Eurostat, vous travaillez une heure par semaine et ça y est, vous figurez parmi les heureux élus qui ont un emploi. C'est pour rire? Cela fonctionne comme cela. Ajouter le problème de la fiabilité. L'économiste Claude Pottier notait en 2003, que les statistiques sont satisfaisantes aux Etats-Unis, un peu moins au Japon et... "médiocres dans le cas de l'Union européenne". Fermons la parenthèse. Les chiffres, ce n'est jamais qu'indicatif, de vagues esquisses qui, au mieux, brossent des grandes tendances. *Remarque: lorsque cela s'y prêtait, nous avons introduit les nouveaux chiffres réactualisés en "zone grisée" dans les tableaux"*

Fiche 1

L'emploi dans le monde

Evolution de la population mondiale

En 1996, nous écrivions que le besoin d'emplois était fonction des évolutions démographiques au sein d'une population. Dix ans plus tard, ce constat n'a en rien perdu de sa pertinence. L'accroissement de la population mondiale reste une donnée incontournable pour les observateurs. Toutefois, cette croissance semble marquer le pas sur la création d'emplois. Nous relevions que le taux d'accroissement annuel avait diminué, passant de 2,1% entre 1965 et 1970 à 1,74% entre 1985 et 1990. Cette tendance se confirme: entre 2000 et 2006, la croissance annuelle de la population mondiale était de 1,3%. Diminution donc, mais pas uniforme. Car dans les régions développées, au cours de la période de référence (2000-2006), la croissance de la population était de 0,37% contre 0,54% entre 1985 et 1990. La stagnation démographique du Nord contraste avec la croissance des populations du Sud.

Entre 1985 et 1990, la population des pays en développement augmentait de 2,1% par an. Cet accroissement a connu un rythme moins soutenu entre 2000 et 2006: 1,6% par an. Ces évolutions contrastées ne sont naturellement pas sans influer sur la répartition de la population mondiale. En 1950, 33% de l'humanité vivaient dans les pays développés contre 20% en 2000. En 2006, cette part est tombée à 19%.

Comme en 1996, nous soulignerons fort logiquement que le besoin de création d'emplois se fait le plus sentir dans le Tiers-monde.

Emploi et chômage

Il est de bon ton de le rappeler: les comparaisons au niveau mondial ont peu de signification. En effet, les situations varient à ce point entre les pays que la même définition ne peut pas être appliquée partout. Par ailleurs, de larges couches des populations du Tiers-monde vivent en autosubsistance, ce qui, formellement, n'est pas considéré comme un emploi. Ce qui implique que le secteur informel échappe à la notion officielle d'emploi. De plus, dans de très nombreux pays du Tiers-monde les statistiques en matière d'emploi et de chômage sont inexistantes ou peu fiables. Voilà pourquoi les fiches ultérieures proposeront des comparaisons statistiques à l'intérieur de blocs régionaux de manière à atténuer ces biais méthodologiques.

En 1996, nous écrivions que, comme suite à un accroissement démographique considérable (2,3% par an) impliquant une augmentation de la population active de plus de 400 millions d'unités, les perspectives d'emploi étaient sombres.
Donner un emploi à chacun dans le monde dans les années 90 impliquait une croissance de l'emploi de plus de 4% par an, alors qu'elle était restée inférieure à 3% au cours des années 80.

Nous ajoutions que "au vu des tendances actuelles, une telle croissance de l'emploi semble illusoire".

Force est de constater qu'en 10 ans, ces tendances se sont renforcées. "La forte croissance du PIB mondial en 2006 a entraîné la stabilisation des marchés du travail dans le monde, les personnes au travail étant plus nombreuses qu'en 2005. En même temps, le nombre de chômeurs (195,2 millions au total) était un peu plus élevé. Le chômage global n'a guère changé par rapport à l'année précédente et s'est établi à 6,3% en 2006 (Tableau 1/2). Cela a confirmé la tendance des dernières années, la forte croissance économique ne s'étant pas traduite par une baisse sensible du chômage ou de la pauvreté chez les travailleurs[1]"

Le tableau 1/2 illustre la montée du chômage en 10 ans. Le taux de chômage mondial, d'après l'OIT, est passé de 6,7 à 7,7% en 10 ans, soit, une augmentation de près de 15%. Officiellement, près de 190 millions de travailleurs sont confrontés au chômage, 30 millions de plus qu'en 1996. La mise en exergue de tendances globales en matière globale ne nous dispense naturellement pas de souligner les limites de cette approche dont l'identification revient à l'OIT elle-même. "Les estimations de l'emploi et du chômage ne décrivent pas de façon assez précise le comportement du marché du travail des différents pays et demandent à être complétées par d'autres mesures reflétant divers aspects de la situation du marché du travail.

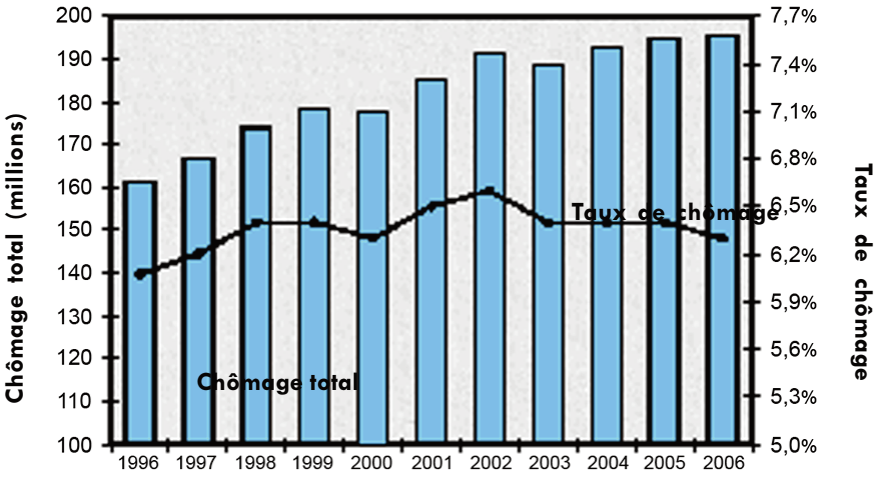
Tableau 1/1 Evolution de la population mondiale (millions)

	1950	1970	1990	2000	2006	En% de la pop. mond. (en 2000)	En% de la pop. mond. (en 2006)
Afrique	222	362	642	784,4	925,5	12,95	14,15
Amérique latine	152	286	448	519,1	568,9	8,6	8,7
Amérique du Nord	170	266	276	309,6	333,6	5,1	5,1
Asie	1.393	2.102	3.113	3.682,6	3.950,6	60,8	60,4
Chine	560	831	1.139	1.284,5	1.330,7	21,2	20,35
s/continent indien	480			1.344,2	1.475,9	22,2	22,5
Europe (et anc.URSS)	590	703	788	728,9	728,1	12	11,1
Océanie	13	19	26	30,4	33,5	0,5	0,5
Total	**2.540**	**3.738**	**5.293**	**6.055**	**6.540,3**	**100**	**100**

Source: Nations Unies; World Population Prospects; 1990.*
FNUAP; Etat de la population mondiale; 1994, 2000, 2006*

Ces mesures sont d'une nécessité impérieuse dans les pays en développement où, faute de programmes d'aide aux chômeurs, les travailleurs privés de leur emploi doivent se livrer à des activités économiques marginales. Elles sont également nécessaires dans les pays industriels où les personnes pourvues d'un emploi connaissent elles aussi des situations d'emploi inadéquat[2]".

Tableau 1/2 Evolution du chômage à l'échelle mondiale



Source : BIT, Modèle des tendances mondiales de l'emploi, 2007

Notes

1 ILO, Global Employment trends, 2007
2 La mesure du sous-emploi, OIT, seizième conférence internationale des statisticiens du travail, 1998.

Au 19ème siècle, des chiffres aussi

On ne sait pas assez à quel point la lecture de Marx est comique. Et instructive, naturellement. En Angleterre, où il a rédigé le Capital, il disposait des statistiques et résultats d'inspection qu'on réalisait alors, première moitié du 19ème siècle. Il en donnera une sorte de tableau.
Comment se répartissait l'emploi, en ces temps, sur une population de 8 millions d'individus? Eh bien, ainsi, fait observer Marx:

1.098.261 travailleurs agricoles
642.607 ouvriers des fabriques de coton, de laine, etc.
565.838 ouvriers des mines
396.998 ouvriers de la métallurgie
1.208.648 domestiques

Naturellement, pour arriver à ce résultat, qui se concentre sur les travailleurs qui fonctionnent dans la production, il a dû, d'abord, déduire "ce qui est trop vieux ou trop jeune pour travailler, les femmes, les adolescents et enfants improductifs, puis les professions 'idéologiques' telles que gouvernement, police, clergé, magistrature, armée, savants, artistes, etc., ensuite les gens exclusivement occupés à manger le travail d'autrui sous forme de rente foncière, d'intérêts, de dividendes, etc., et enfin les pauvres, les vagabonds, les criminels, etc." Que nos tableaux 1996-2006, officiels, idéologiques, comptabilisent largement. Problemo...
On notera, aussi, qu'il y avait, à l'époque, en Angleterre, beaucoup de travailleurs agricoles (aucune campagne de souveraineté alimentaire les a sauvés) et... énormément de domestiques. Marx commentait la supériorité numérique de ces "esclaves" modernes" (dans le "non marchand, aujourd'hui) ainsi: "Voilà le résultat magnifique de l'exploitation capitaliste des machines."

Le Capital, 1867, in Oeuvres, édition Pléiade, vol. 1, page 997.

Fiche 2

Emploi et chômage dans les pays de l'OCDE

La décennie 1994-2004 a été celle de la mise en œuvre de la "Stratégie de l'OCDE pour l'emploi". Un document de référence publié en 1994 et servant de base pour un vaste programme dit d'"activation de l'emploi". Constituée par deux éléments intimement liés : "activation" et "obligations mutuelles", cette stratégie s'est fixée deux objectifs principaux à atteindre pour tous les pays de l'OCDE:
1. la généralisation de la flexibilité ;
2. le démantèlement des systèmes d'indemnisation du chômage.

Derrière la notion d'"activation de l'emploi", s'énonce une nouvelle gestion de type "managériale" des politiques de l'emploi. On parle de transformer des dépenses dites "passives" (indemnité de chômage) en dépenses "actives" (contrepartie) avec, comme objectif à atteindre, le remplacement de l'assurance chômage par une assurance d'employabilité. Cette transformation consiste à conditionner le droit aux indemnités de l'assurance collective du chômage à l'acceptation par le chômeur de certaines obligations qui lui sont imposées.
En recommandant aux pouvoirs d'être plus stricts sur l'attribution des prestations, et de développer des moyens de rendre actifs les bénéficiaires des "revenus d'inactivité", l'OCDE ne fait que relayer les revendications patronales pour la création d'"un climat favorable à l'entreprise en éliminant les obstacles et les entraves à la création et au développement des entreprises".
Dans cette logique, le droit social qui donne force de loi aux conquêtes sociales des travailleurs est désormais perçu comme un ensemble "des dispositions relatives à la sécurité de l'emploi qui freinent l'expansion de l'emploi dans le secteur privé". Sur le plan social, les effets ne se sont pas fait attendre. Une véritable "chasse aux chômeurs" s'est développée dans les différents pays de l'OCDE avec comme conséquence, non pas la diminution du chômage mais, l'augmentation du nombre des exclus.

Démographie et emploi

Dans plusieurs pays OCDE, on assiste à une faible croissance démographique, à un vieillissement rapide de la population et à un faible taux d'activité pour les personnes âgées de plus de 50 ans. Près de la moitié des personnes âgées de plus de 55 ans est sans emploi. Considérant que leurs coûts salariaux sont trop élevés, les entreprises rechignent à les engager.

Croissance et emploi

La croissance du PIB ne s'est pas traduite en diminution du chômage. Obtenue essentiellement par des gains de productivité réalisés en appliquant des recettes de technique de gestion draconiennes (flux tendu, cadences infernales, robotisation, mise en concurrence des travailleurs, etc.), elle n'a compensé que très partiellement les pertes massives d'emplois dans les secteurs primaire et secondaire. La «nouvelle économie» a fait long feu. Les start-up, e-business, télématique et autres multimédia n'ont manifestement pas joué le rôle des "locomotives" qui tireraient les économies du marché vers le plein emploi.

La réalité est là ! Le Nasdaq, accessible aux seuls initiés, a perdu de son aura mystificatrice. Les grands opérateurs des télécoms licencient à tour de bras. Désormais, l'accumulation se conjugue avec fusion/acquisition. Des nouveaux "monopoles" planétaires se constituent et se comportent en véritables "Nouveaux maîtres du monde". Les travailleurs ne sont considérés que comme des simples variables d'ajustement, des ressources à rentabiliser ou des charges à compresser.

Tableau 2/2: Taux d'activité des personnes âgées de 55 à 64 ans (en %)

Pays	1994	2002	2003	2004	2005
USA	56,8	61,9	62,4	62,3	62,9
Canada	48,1	53,4	56,5	57,3	57,9
Japon	66,1	65,5	65,9	66,0	66,6
U.E.15	39,4	43,4	44,6	45,3	46,7
OCDE Europe	39,9	42,1	43,1	43,7	44,8
Total OCDE	48,7	52,0	52,8	53,4	54,2

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2006 ; p.272

Tableau 2/3 : Croissance du PIB réel (variation annuelle en pourcentage)

Pays	Moyenne 1993-2003	2004	2005
USA	3,2	4,2	3,5
Canada	3,5	2,9	2,9
Japon	1,0	2,3	2,7
U.E.15	2,3	2,0	1,5
Total OCDE	2,7	3,3	2,8

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2006 ; p.17

Tableau 2/1 : Evolution annuelle de la population OCDE (en pourcentage)

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
USA	1,20	1,17	1,20	1,18	1,15	1,13	1,03	1,00	0,99	0,96	0,94
Canada	1,04	1,05	1,00	0,83	0,81	0,93	1,08	1,13	0,94	0,96	0,92
Japon	0,31	0,23	0,24	0,25	0,15	0,20	0,29	0,11	0,14	0,05	0,05
U.E.15	0,30	0,27	0,26	0,29	0,27	0,39	0,46	0,48	0,45	0,46	0,56
Total OCDE	0,90	0,75	0,75	0,73	0,70	0,71	0,73	0,71	0,69	0,67	0,68

Source : Statistiques de la population active 1985-2005 ; OCDE Publishing ; 2006

D'après les données statistiques, pour la décennie 1994-2004, le taux de chômage pour l'ensemble des pays de l'OCDE a baissé de plus de 1%. Le taux de chômage est égal au nombre de chômeurs par rapport à la population active.

Une baisse du *taux de chômage* peut signifier que moins de personnes sont recensées comme chômeurs ou encore une diminution de la population active et un accroissement de l'emploi. Comme les modalités du recensement du chômage varient d'un pays à un autre, dans cette matière, la circonspection reste de mise.

Tableau 2/4 : Taux de chômage dans les pays de l'OCDE (en pourcentage de la population active)

	1994	2001	2002	2003	2004	2005
USA	6,1	4,7	5,8	6,0	5,5	5,1
Canada	10,4	7,2	7,7	7,6	7,2	6,8
Japon	2,9	5,0	5,4	5,3	4,7	4,4
Europe centrale et occidentale	8,28	4,71	5,2	5,76	6,11	6,25
Europe méridionale	12,08	8,62	9,18	9,3	9,26	8,92
Pays nordiques	9,06	4,98	5,26	5,68	5,74	5,68
Total OCDE	7,7	6,2	6,8	7,0	6,8	6,7

Source : Statistiques de la population active 1985-2005 ; OCDE Publishing ; 2006
Europe centrale et occidentale : Allemagne, Autriche, Belgique, France, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse et Royaume-Uni
Europe méridionale : Espagne, Grèce, Italie, Portugal et Turquie
Pays nordiques: Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède

Emploi par secteur

Pour l'agriculture, en 2005, le nombre d'emplois a chuté de 26,82% par rapport à celui enregistré en 1994. Par contre, la production agricole a continué d'augmenter. Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, la production agricole a augmenté de 15 % entre 1985 et 2000. Ce qui démontre bien que le recours à l'agriculture intensive de la part des multinationales agroalimentaires n'a pas d'effet positif sur l'emploi.
L'emploi dans l'industrie a continué à baisser. En 2005, le nombre d'emplois a chuté de 3,6% par rapport à celui enregistré en 1994. Les restructurations industrielles, la baisse du pouvoir d'achat et la saturation des marchés "solvables" sont les principales causes de cette récession.
Services : en 2005, le nombre d'emplois a progressé de 6,6% par rapport à celui enregistré en 1994. Les innovations radicales dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (téléphonie cellulaire, MP3, Internet, etc.) ont eu une influence certaine sur la création des nouveaux emplois, surtout pendant la deuxième moitié des années '90. Actuellement, le secteur traverse une période de relative stagnation. Saturation ?

Le chômage dans les pays de l'OCDE

Pour mesurer le chômage, les statisticiens ont élaboré un certain nombre d'indicateurs spécifiques. Taux d'activité, rapport emploi/population, taux de chômage. Les méthodes de recensement de ces données sont fortement influencées par des définitions élaborées conformément à des exigences politiques au niveau national. Qui est chômeur ? Qui ne l'est pas ? Qui ne l'est plus ?
Le rapport emploi/population désigne la proportion des actifs par rapport à la population en âge de travailler. Plus ce rapport est élevé plus grand est le pourcentage des actifs parmi la population en âge de travailler.
Ici, il faut tenir compte de l'évolution démographique pour une interprétation judicieuse des variations de ce rapport. Autre remarque, les actifs en temps partiel ou occupés sous contrat atypique sont assimilés aux actifs réguliers. La croissance positive de ce rapport ne renseigne pas sur les réalités des conditions de travail (salaire, cadence, protection sociale, etc.)

Le tableau 2/6 (voir ci-après) montre l'évolution du rapport emploi/population dans les pays de l'OCDE (personnes âgées de 15 à 64 ans, en pourcentage).

Tableau 2/5 : Evolution de l'emploi par secteur dans l'OCDE (en % de l'emploi)

	1994	2001	2002	2003	2004	2005
Agriculture	8,8	6,9	6,7	6,2	6,1	5,7
Industries	28,4	26,5	25,8	25,2	24,9	24,8
Services	62,8	66,6	67,4	68,6	69,0	69,4

Source : Statistiques de la population active 1985-2005 ; OCDE Publishing ; 2006

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et la population en âge de travailler. Ce taux ne reflète pas la disponibilité réelle des emplois. De ce fait, il est difficile d'affirmer une amélioration de l'emploi comme le suggère le tableau suivant.

Quant au tableau 2/7 (voir ci-après) il donne l'évolution du taux d'activité dans les pays de l'OCDE (personnes âgées de 15 à 64 ans, en pourcentage).

Le chômage des personnes ayant une formation supérieure ou universitaire

Les personnes ayant une formation supérieure ou universitaire n'échappent pas au chômage. Ils sont 4 % à ne pas trouver un emploi. Mieux outillés, il est normal qu'ils soient plus épargnés que les autres. Une inconnue : combien sont-ils à être occupés sous des contrats atypiques ?

Et le tableau 2/8 (voir ci-après) donne le pourcentage de chômeurs ayant une formation supérieure ou universitaire (2004).

Chômage de longue durée

Par rapport à 1994, les statistiques de 2004 donnent une amélioration du chômage de longue durée. Par ailleurs, nous savons que les politiques d'"activation" du chômage visent en premier lieu les chômeurs issus de cette catégorie. En incitant à l'acceptation par le chômeur de n'importe quel emploi disponible, les politiques "actives" tentent, au moins partiellement, de désengager l'Etat de ce qui apparaît désormais comme une "charge durable": les indemnités de chômage.

Fiche 2 OCDE

Tableau 2/6 : Evolution du rapport emploi/population dans les pays de l'OCDE (personnes âgées de 15 à 64 ans, en pourcentage)

Pays	1994	2001	2002	2003	2004	2005
USA	72,0	73,1	71,9	71,2	71,2	71,5
Canada	67,0	70,8	71,4	72,2	72,5	72,5
Japon	69,3	68,8	68,2	68,4	68,7	69,3
U.E.15	59,9	64,1	64,3	64,4	64,9	65,4
OCDE Europe	59,4	61,4	61,2	61,1	61,5	61,9
Total OCDE	64,0	65,5	65,1	64,9	65,3	65,5

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2006 ; p.268

Tableau 2/7 Evolution du taux d'activité dans les pays de l'OCDE (personnes âgées de 15 à 64 ans, en pourcentage)

Pays	1994	2001	2002	2003	2004	2005
USA	76,7	76,8	76,4	75,8	75,4	75,4
Canada	74,9	76,4	77,4	78,2	78,2	77,8
Japon	71,4	72,6	72,3	72,4	72,2	72,6
U.E.15	67,5	69,3	69,7	70,1	70,7	71,3
OCDE Europe	66,6	67,0	67,2	67,2	67,7	68,1
Total OCDE	69,5	69,9	69,9	69,8	70,1	70,3

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2006 ; p.268

Le travail à temps partiel

Un premier constat immédiat: les femmes sont de loin les plus employées à temps partiel.
L'augmentation du travail à temps partiel peut expliquer la relative amélioration du taux de chômage (tableau 4).

En l'absence d'une base de données de suivi systématique des effets des politiques de l'activation de l'emploi, il est difficile de tirer des conclusions argumentées sur l'évolution de l'emploi et du chômage dans les pays membres de l'OCDE. Les statistiques ne permettent pas de connaître si la réduction du chômage provient d'une mise forcée au travail des chômeurs pour accomplir des tâches ponctuelles, sous statut précaire et mal rémunérées ou d'une véritable politique de création de nouveaux emplois.

Tableau 2/8 Pourcentage de chômeurs ayant une formation supérieure ou universitaire (2004)

	Taux de chômage	Taux d'activité
Belgique	3,9	86,9
Etats-Unis	3,3	84,7
Canada	4,7	85,8
Japon	3,7	82,3
U.E.15	4,3	88,1
Total OCDE	3,9	87,2

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2006 ; p.280

Tableau 2/10 Proportion du travail à temps partiel dans l'emploi total (en pourcentage)

	Hommes					Femmes				
Pays	1994	2002	2003	2004	2005	1994	2002	2003	2004	2005
USA	8,5	8,0	8,0	8,1	7,8	20,4	18,5	18,8	18,8	18,3
Canada	10,8	11,0	11,1	10,9	10,8	28,8	27,7	27,9	27,2	26,9
Japon	11,7	14,0	14,7	14,2	14,2	35,7	41,2	42,2	41,7	42,3
U.E.15	5,0	6,1	6,3	6,6	7,0	28,3	30,0	30,1	31,2	32,2
OCDE Europe	4,9	5,8	5,9	6,1	6,3	27,0	26,9	27,0	28,2	28,9
Total OCDE	5,3	7,1	7,2	7,4	7,4	20,1	24,6	24,8	25,4	25,5

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2006 ; p.283

Tableau 2/9 : Fréquence du chômage de longue durée (en pourcentage du chômage total)

	1994		2004	
	6 mois et plus	12 mois et plus	6 mois et plus	12 mois et plus
Belgique	75,2	58,3	68,9	49,6
Australie	52,6	36,1	33,5	20,5
Japon	36,1	17,5	50,0	33,7
Nouvelle-Zélande	50,4	32,7	23,9	11,7
Norvège	43,7	28,8	25,3	9,2
Espagne	73,4	56,2	58,0	37,7
Etats-Unis	20,3	12,2	21,9	12,7
UE 15	67,6	48,4	60,4	42,4
Total OCDE	52,6	35,5	47,1	31,9

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2006 ; p.287

Fiche 3

L'emploi et le chômage en Russie et en Ukraine

Pour les raisons historiques que l'on connaît (?), tous les pays de l'ex-Union soviétique continuent à traverser une grande crise politique, sociale et économique dont l'ampleur a culminé dans les années 1992-1998 et dont les effets se font sentir jusqu'à nos jours.
La lente transition de ces pays vers une économie dite de «marché» ne se fait pas sans douleur surtout pour une large couche de la population.
Manifestement, la CEI n'a pas remplacé l'URSS. L'intégration économique des Etats membres de la Communauté économique eurasienne (CEE) que la Russie appelle de tous ses vœux demeure un projet à consolider. D'ici à là, chaque pays peaufine ses stratégies, évalue les retombées économiques, sociales et géopolitiques à escompter avant de s'engager dans une alliance trop franche. Dans ce contexte, continuer de parler des pays de l'ex-URSS comme d'un seul bloc n'a plus beaucoup de pertinence. Pour cette cartographie de l'emploi et du chômage dans l'ex-URSS, nous avons choisi de rassembler des données de deux pays dont les relations bilatérales semblent concentrer toutes les tensions qui secouent les anciens alliés du Pacte de Varsovie: la Russie et l'Ukraine.

Démographie

Le bilan démographique de ces dernières années résume parfaitement l'état de la situation difficile que traversent ces deux pays. Diminution et vieillissement de la population. Baisse de l'espérance de vie. Evolution négative de la balance des naissances et des décès. L'ampleur du phénomène ne laisse guère de doute quant à la détérioration des conditions de vie.
La croissance démographique continue à chuter. Elle était déjà en déclin en 1994 : -2,1% pour la Russie et -1,4%. En 2004, elle était respectivement de -4,3% et -4,9%. Ces chiffres sont à pondérer par l'importante disparité entre les régions.
L'accélération de la dégradation de la couverture sanitaire est la principale cause de ce déséquilibre. En Russie, l'espérance de vie pour les hommes est en baisse de 5 ans par rapport à 1990. Ce phénomène a joué un rôle important dans le bouleversement des conditions et des habitudes de vie des gens à revenu modeste. En Russie, l'âge légal de la retraite est de 55 ans pour les femmes et de 60 ans pour les hommes. Des dispositions juridiques permettent légalement aux retraités de continuer à travailler en cumulant leur salaire et leur pension de retraite. Selon l'institut de statistique russe Gomkomstat, 15% de retraités ont bénéficié de cette possibilité en 2001.

Tableau 3/1 : Evolution de la croissance démographique

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Russie	-2,1	-2,4	-2,7	-2,9	-3,2	-3,5	-3,8	-4,1	-4,3	-4,3
Ukraine	-1,4	-2	-2,6	-3,2	-3,7	-4,1	-4,3	-4,6	-4,8	-4,9

Source: Key Indicators of the Labour Market; Fourth Edition. ILO; 2006

Tableau 3/2 : Données démographiques générales (estimations 2005)

	Population	Structure des âges	Taux d'accroissement	Taux de natalité	Taux de mortalité
Russie	143.420.309	0-14 : 14,6% 15-64 : 71,3% 65 et +: 14,2%	-0,37%	9,8/1000	14,52/1000
Ukraine	47.425.336	0-14 ans: 15,6% 15-64 ans: 68,8% 65 et +: 15,6%	-0,63%	10,49/1000	16,42/1000

Sources : http://www.cosmovisions.com

Chômage : "activation" totale

L'"activation de l'emploi" signifie la gestion politique du chômage plutôt que la création des nouveaux emplois répondant aux besoins économiques et sociaux réels. Dans ce sens, les deux pays ne se sont pas privés de l'appliquer à une très grande échelle. Pour faire face au dégraissage massif des travailleurs, la Russie et l'Ukraine ont mis en oeuvre des politiques actives de l'emploi basées sur la substitution du chômage par une baisse drastique des salaires. Malgré le recours massif à ces procédés pour maintenir le chômage dans des limites "européennes", la réalité demeure beaucoup plus dramatique que ne laissent apparaître les chiffres officiels.
La création d'un statut officiel de chômeur bénéficiant d'allocations date de 1991. Mais ces allocations ne garantissent pas à leurs bénéficiaires le minimum vital et le recours au travail informel est devenu une pratique courante pour joindre les deux bouts.
En Ukraine, d'après une étude menée en 2001 par le Bureau international du Travail (BIT) auprès de 1.800 entreprises: "dix ans après que l'ancienne république soviétique d'Ukraine ait accédé à l'indépendance, des millions de travailleurs de ce pays continuent à ne pas être payés. Deux raisons à cela: ils sont, soit en "congé administratif" depuis plusieurs mois, soit, bien qu'ils se rendent au travail, ne reçoivent pas de contrepartie financière". On trouve beaucoup de similitudes entre cette réalité et celle vécue par des millions de travailleurs en Russie.

Durant la décennie 1994-2004, le taux de chômage n'a pas explosé comme on pouvait le craindre. Il s'est même amélioré à partir de 2000. Sans comptabiliser les petits boulots créés dans le cadre de la lutte contre le chômage, nombreux observateurs estiment que ce taux dépasserait en réalité les 30%.

Le tableau 3/3 (voir plus loin) nous donne le taux de chômage en (%) H/F, et le tableau 3/4 (voir plus loin) le taux d'activité (%) H/F.

Dans les deux pays, le taux d'activité des hommes âgés de 15 à 64 ans est un peu plus élevé que celui des femmes. En 2003, il était respectivement de 74,2% et 65,3% pour la Russie et de 70,3% et 61,8% en Ukraine.

PIB et inflation

Après une décennie de marasme économique, la croissance économique s'est réaffirmée et le PIB semble se maintenir au-delà du seuil de 5%. En Ukraine, elle a même atteint les 9,4 % en 2003, alors que, pour la même période, ce taux était de 7,3 % en Russie.
Malgré cette croissance économique, en 2004, les revenus moyens ne représentaient que 83% de ce qu'ils étaient en 1991.

Fiche 3 Russie

Tableau 3/3 : Taux de chômage en (%) H/F

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Russie	8,10	9,70	9,90	11,80	13,30	13,40	9,80	8,90	8,60	7,90	7,90
Ukraine	-	5,60	7,60	8,90	11,30	11,60	11,50	10,90	9,40	8,90	8,60

Tableau 3/4 : Taux d'activité (%) H/F

Pays	1996	1998	1999	2002	2003	2004
Russie: H/F	67,60	66,700	68,90	70,30	69,60	70,20
H	74,4		74,2	74,6	74,2	74,1
F	61,1		63,9	66,3	65,3	66,6
Ukraine: H/F	72,90	74,90	66,40	66,10	65,80	
H			71,4	70,6	70,3	
F			61,8	62	61,8	

Tableau 3/5 Croissance annuelle du PIB

Pays	1992-1996	1996-2000	2000-2004
Russie	-7,30	3,00	6,10
Ukraine	-15,00	0,10	8,90

Tableau 3/6 Evolution du PIB

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Russie	-12,6	-4,1	-3,6	1,4	-5,3	6,4	10	5,1	4,7	7,3	7,2
Ukraine	-22,9	-12,2	-10	-3	-1,9	-0,2	5,9	9,2	5,2	9,4	

Tableau 3/7 Evolution de l'indice des prix à la consommation (année de référence : 2000=100)

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Russie	6,9	20,6	30,4	34,9	44,6	82,8	100	121,5	140,6	159,9
Ukraine	5,8	27,5	49,6	57,5	63,6	78	100	112	112,8	118,7

Tableau 3/8 Répartition de l'emploi par secteur en Russie

Secteur	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Agriculture H	16,00	15,50	17,50	17,10	14,60	13,60	13,40	12,40	12,30
F	7,90	7,50	12,30	11,70	9,30	8,90	8,20	7,90	8,00
H/F	11,95	11,5	14,90	14,40	11,95	11,25	10,80	10,15	10,15
Industrie H	36,10	35,10	34,20	34,70	35,60	36,20	38,10	37,60	38,10
F	23,20	22,60	21,60	21,70	22,80	22,60	22,30	21,70	21,20
H/F	29,65	28,85	27,90	28,20	29,20	29,40	30,20	29,65	29,65
Services H	47,90	49,40	48,20	48,20	49,70	50,20	48,40	50,10	49,60
F	68,90	69,90	66,00	66,50	67,90	68,40	69,40	70,40	70,70
H/F	58,20	59,65	57,10	57,35	58,90	59,30	58,90	60,25	60,15

Tableau 3/9 : Répartition de l'emploi par secteur en Ukraine

Secteur	1999	2000	2001	2002	2003
Agriculture H	23,30	22,90	21,90	22,00	20,90
F	17,70	17,90	17,40	17,60	16,80
H/F	20,50	20,20	19,65	19,80	18,85
Industrie H	37,60	38,30	38,80	39,00	38,30
F	25,70	24,10	22,30	22,30	21,20
H/F	31,65	31,20	30,55	30,65	29,75
Services H	39,10	38,80	39,30	39,00	40,70
F	55,60	58,00	60,20	60,10	62,00
H/F	47,35	48,40	49,75	49,55	51,35

Source des tableaux 3,4,5,6,7,8,9 : Key Indicators of the Labour Market; Fourth Edition. ILO; 2006

En 2004, le taux d'inflation officiel était de 11,5% pour la Russie et de 12% pour l'Ukraine. L'indice des prix à la consommation a tout simplement explosé entre 1994 et 2004. L'inflation est la cause principale de l'augmentation de la pauvreté dans les deux pays. Toujours en 2004, la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté avait atteint les 29% en Ukraine et les 25% en Russie.

Emploi par secteur

L'agriculture est un des secteurs les plus touchés par la réintroduction du capitalisme dans ces deux pays. En Russie, de 1990 à 2001, "le nombre d'actifs agricoles a diminué de 1 791 000 personnes, malgré la création de 266 000 entreprises privées comptant plus de 800 salariés agricoles"[1].
Dans le secteur de l'industrie, là où on craignait une perte énorme des effectifs due à la restructuration industrielle, on constate une stabilisation en Russie et une baisse en Ukraine qui ne dépasse pas la moyenne de celle enregistrée pour la même période dans les pays membres de l'OCDE. Pour le secteur des services, ici aussi, la tertiarisation gagne du terrain.

Malgré la différence des structures du système productif des deux pays, la question de la réforme des salaires et des conditions de travail se pose dans des termes semblables. Le risque d'inflation due à une augmentation importante des revenus est bien réel. La réorientation des flux financiers obtenus par l'exportation de l'énergie, des matières premières et de la métallurgie vers la satisfaction des besoins réels de la population constitue le principal défi pour les années à venir.

Notes

[1] Irina Kortchagina, Lilia Ovtcharova, Lidia Prokofieva, Patrick Festy et Daniel Verger; «Conditions de vie et pauvreté en Russie» in Economie et statistique N°383-384-385, 2005.

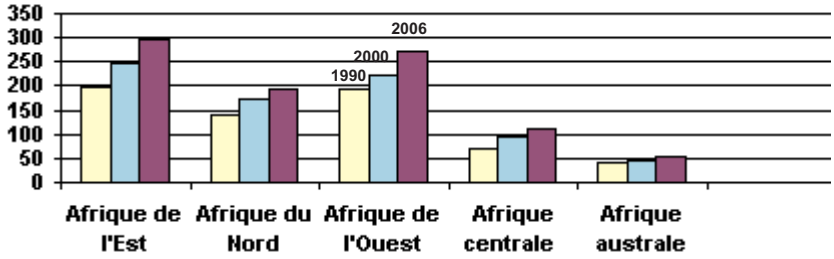
L'emploi en Afrique

Croissance rapide de la population et stagnation de la production, en 1996 comme en 2006

Concernant l'Afrique, nous insistions, en 1996, sur une contradiction structurelle concernant le marché de l'emploi en Afrique. Malgré un accroissement démographique soutenu (le plus important au niveau mondial), le continent africain connaissait une croissance de la production insuffisante pour créer le nombre d'emplois requis et maintenir le PNB *per capita*. Entre 1960 et 1991, le taux annuel de croissance démographique avait frisé les 3%. Commençons par les données d'ordre démographique telles que répertoriées par le Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP). Entre 1990 et 2000, la croissance de la population en Afrique a été de 2,2%. Entre 2000 et 2006, le taux d'accroissement annuel en Afrique est passé à 3%. Ce taux reste le plus important au monde[1] (cfr Fiche 1).

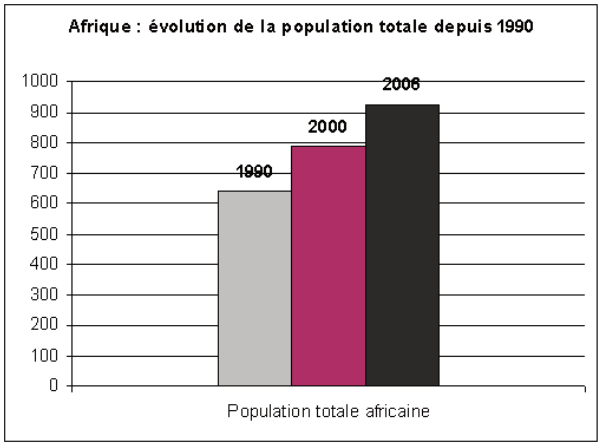
Il nous reste à caractériser les évolutions de la production pour le continent africain. En la matière, nous relevions qu'entre 1980 et 1990, le PNB total de l'Afrique subsaharienne avait crû de 1,8% par an alors que la population s'accroissait au rythme de 2,8%, si bien que le PNB par habitant diminuait chaque année de 1%. Que s'est-il passé depuis? Alors que la population africaine a crû de 3% par an entre 2000 et 2006, le PNB y augmentait de 4% par an[2] entre 2000 et 2004. De manière globale, on peut dire que la diminution du PIB par habitant est enrayée. Toutefois, "les résultats sont restés contrastés, plusieurs pays faisant des progrès remarquables, certains stagnants et d'autres étant gravement à la traîne. Entre 1996 et 2006, sur les 42 pays de la région dont les données sont disponibles, 19 ont maintenu une croissance annuelle du PIB supérieure à 4% et 12 ont eu une croissance inférieure à 2%. Les 11 autres ont enregistré entre 2 et 4%[3] ." L'embellie est donc loin d'être généralisée.

Tableau 4/1 Croissance de la population en Afrique (en millions et par sous-régions) de 1990 à 2006



Source: FNUAP, Etat de la population mondiale, 1992, 2000 et 2006.

Tableau 4/2 Evolution de la population en Afrique depuis 1990



Source: FNUAP, Etat de la population mondiale, 1992, 2000 et 2006

L'importance de l'agriculture en Afrique

En 1996, 69% de la population de l'Afrique subsaharienne vivait en zone rurale, 67%[3] de la main-d'oeuvre travaillait dans le secteur primaire (essentiellement dans l'agriculture et un peu dans l'extraction minière), mais celui-ci ne fournissait que 22% du PIB de ces pays. En 2006, 63,6% des populations d'Afrique subsaharienne vivaient en zone rurale. Par ailleurs, 63%[4] de la main d'oeuvre est employée dans l'agriculture. La lecture des rapports du PNUD nous indique que le secteur primaire en 2006 représentait 25,7% du PIB des états africains. Dans les prévisions que nous émettions à l'époque, nous postulions que c'était dans le secteur primaire que les gains de productivité seraient les plus faciles à obtenir et que des pertes d'emploi étaient à prévoir. Si elles ne pouvaient être compensées par des créations dans les secteurs industriels , vu le développement du tertiaire, il fallait alors s'attendre à une montée des exclusions et du secteur informel . Quelle a donc été l'évolution en matière de chômage?

Le chômage en Afrique

Quitte à nous répéter, nous ferons observer que les statistiques du chômage n'englobent pas en Afrique les populations pratiquant des activités d'autosubsistance. Dès lors, les chiffres qui vont suivre minorent sans doute aucun la réalité du sous-emploi en Afrique. Depuis 1996, on peut constater un important accroissement du chômage (+ 26% en 8 ans).

Tableau 4/3 Chômage en Afrique depuis 1996 (en milliers)

	Nombre de personnes sans emplois	Augmentation par rapport à 1996 (en %)
1996	23 358	/
1998	25 482	9%
2000	27 482	18%
2002	29 019	24%
2004	29 364	26%

Source: Gustavo CRESPI TARANTINO, Imputation, Estimation and Prediction using the Key Indicators of the Labour Market (KILM) Data Set, Employment Strategy Department, ILO, p.21, 2005.

A l'heure où l'on dénombre de par le monde près de 190 millions de sans-emploi, on indiquera que 15,5% des

chômeurs dans le monde habitent le continent africain alors que l'Afrique ne pèse que 14,15% de la population mondiale. Cette surreprésentation de l'Afrique dans les statistiques mondiales du chômage n'étonnera guère puisque l'Afrique subsaharienne compte aujourd'hui le plus de chômeurs dans le monde avec plus de 29.000.000 d'unités.

% du PIB. Dix ans plus tard, on n'en trouve plus trace.

Quoiqu'il en soit, pour donner une idée du phénomène, on relèvera, avec le PNUD (rapport sur le développement humain, 2006) que 'Afrique subsaharienne est la seule région qui a enregistré une hausse à la fois relative (part des pauvres dans la population) et absolue (nombre absolu de pauvres) de la pauvreté en comptant plus de 300 millions de personnes gagnant moins d'un dollar par jour[5]. On relèvera donc que la chute des revenus n'a pas été enrayée en Afrique subsaharienne, tant s'en faut puisque selon le PNUD[6], la pauvreté en termes de revenu absolu a chuté partout dans le monde sauf en Afrique subsaharienne.

Tableau 4/4 Répartition du chômage dans le monde (en milliers)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2015
Europe	20258	20339	20181	19158	18278	16448	15354	16504	16542	16442	16428
Principaux Non-européens	12052	12182	11577	11420	11286	10941	12324	14287	14496	14009	14782
Europe de l'Est + Pays Baltes	6957	6703	6179	6153	6902	7615	7958	8366	8262	8363	7764
CEI	9183	9972	10957	12350	13581	10640	9768	9342	9142	9136	8190
Asie de l'Est	21134	22475	23754	26403	27442	25570	27071	26151	27537	27893	27164
Asie Centrale	25127	25438	23421	24275	26401	26027	25012	26233	27249	28898	33693
Asie du Sud-Est	9307	9264	9301	11426	12301	12425	14335	16866	17178	17410	19933
Amérique Centrale	4462	4042	3782	3608	3142	3123	3384	3465	3469	3424	3967
Amérique du Sud	9409	12318	12653	14544	17184	17107	15954	16528	16005	14658	17262
Afrique subsaharienne	22706	23358	24777	25482	26047	27482	27991	29019	29663	29364	37816
Moyen-Orient	12807	12219	12899	13772	13740	14447	14474	14798	15284	15707	19097
Total	153402	158310	159479	168592	176304	171825	173624	181558	184828	185304	206097

Source: Gustavo CRESPI TARANTINO, Imputation, Estimation and Prediction using the Key Indicators of the Labour Market (KILM) Data Set, Employment Strategy Department, ILO, p.21, 2005.

Chute des revenus

Nous écrivions en 1996 que la chute de l'emploi dans le secteur moderne s'était accompagnée d'une chute importante des salaires. Nous citions le BIT. "Par rapport à 1975 ... la baisse a été terrible: 50%, par exemple, au Kenya et près de 80% en Tanzanie". Nous mentionnions qu'au cours des années 80, ils s'étaient quelque peu relevés dans certains pays alors que la tendance majoritaire restait à la baisse. Vingt ans plus tard, que dire? La comparaison ne sera pas possible à partir des données PNUD dans la mesure où à partir des années 2000, les données relatives aux salaires ont été remplacées par des données portant sur la pauvreté et la répartition de la richesse.

Cette transformation des données statistiques augure peut-être d'un changement de perception dans les priorités à assigner au développement dit humain. Alors que l'on insistait auparavant en cette matière sur la rémunération du facteur travail, il semble que l'attention se porte davantage aujourd'hui sur la question de la pauvreté. En 1996, nous pouvions trouver dans les rapports sur le développement humain émanant du PNUD des données concernant les dépenses de sécurité sociale mesurées en

Notes

1. Pour les nations développées, on constate une progression annuelle de 0,37%. Pour le reste du monde en développement, l'accroissement de la population mesuré sur une base annuelle a été, pour la même période, de 0,93%. En clair, l'heure de la baisse des taux d'accroissement de la population constatable partout dans le monde n'a pas encore sonné en Afrique. Il nous reste à caractériser les évolutions de la production pour le continent africain. (cfr Fiche 1).
2. World Bank, African Development Indicators, 2006.
3. Tendances mondiales de l'emploi, OIT, résumé, janvier 2007, p.8.
4. OIT, tendances mondiales de l'emploi, 2007, p.13.
5. PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2006, p. 285.
6. Ibid.

L'emploi en Asie

La situation reste très contrastée ...

Plus que les autres continents, l'Asie présente une très grande diversité de situations entre autres sur le plan économique.
En termes d'état de développement socio-économique, on utilise, d'habitude, la classification suivante:
- la Chine,
- les principaux pays du sous-continent indien: Inde, Pakistan,...
- les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) ou "Dragons": Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong,
- les "Tigres" (encore appelés les "petits dragons"): Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines.

En 1996, nous écrivions que la fracture principale entre nations asiatiques ne s'établissait pas en termes de richesses ou de PNB par habitant, mais bien en termes de croissance. A l'époque: record mondial de croissance en Asie. Ce que tendait à démontrer le tableau 5/1
Qu'en est-il à l'heure actuelle? Précision méthodologique: le rapport sur le développement du PNUD de 2006 ne nous renseigne plus sur le PNB, et il nous faut nous appuyer sur les statistiques de la Banque mondiale.

La Chine

Il y a 10 ans, le Gresea constatait que la Chine connaissait une croissance très importante depuis de nombreuses années. Sur ce plan, aucun changement n'est à signaler. La croissance chinoise se maintient à près de 10%. Les effets de cette croissance (exprimée en moyenne annuelle) en termes d'amélioration des revenus sont très clairs. Le PIB/habitant en Chine a été multiplié par 4 en 15 ans. Comme, il y a 10 ans, les inégalités régionales se maintiennent cependant entre les régions côtières qui bénéficient d'un taux de croissance élevé et l'intérieur du pays[1].

Le sous-continent indien

En 1996, nous écrivions que les pays du sous-continent indien connaissent une augmentation du PNB et du PNB/habitant non négligeable: entre 4,0 et 6,5% par an. C'est qu'à l'époque, les performances économiques de cette région étaient assez homogènes. En 10 ans, la donne s'est sensiblement modifiée et laisse voir des différences entre les différents pays de la sous-région. L'Inde a continué à connaître une croissance de 4% entre 1990 et 2004 (contre 5,5% entre 1980 et 1991). Le Bangladesh a connu de son côté une évolution plus mitigée, le taux de croissance annuel moyen y passant de 4,2 à 2,5% (soit une chute d'un peu plus de 40%). La chute la plus drastique en termes de croissance se retrouve au Pakistan où le taux de croissance, passant 6,5 à 1,6%, a baissé de plus de 75%.
Quel a été l'impact de cette diminution sur les conditions de vie de la population? En 1996, nous écrivions sur la base du rapport du PNUD sur le développement humain que 28% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté au Pakistan contre 40% en Inde et 78% au Bangladesh. Dix ans plus tard, la pauvreté reste un des maux endémiques dans cette région. Aujourd'hui, 32,6% de la population vit sous le seuil de la pauvreté au Pakistan (28,6% en Inde et 49,8% au Bangladesh). On peut constater que le taux de pauvreté mesuré par rapport à une fraction du médian dans ces pays a fortement diminué dans deux de ces pays (Inde et Bangladesh) alors qu'au Pakistan, il a augmenté. Cela dit, d'après le rapport 2006 du PNUD, 79,9% de la population indienne vit avec moins de 2$ par jour (contre 73,6% au Pakistan et 82,8% au Bangladesh). Clairement, la croissance du PNB par habitant constatable pour tous les pays de cette sous-région ne profite donc pas à l'ensemble de la population.

Tableau 5/1 PNB et taux de croissance

Pays	PNB/hab (1991)	Taux annuel de croissance (%) 1980-1991	PNB/hab (2006)	Taux annuel de croissance (%) 1990-2004
Chine	370	9.4	1.500	8,9
Inde	330	5.5	620	4.0
Pakistan	400	6.5	600	1,6
Bangladesh	220	4.2	440	2,5
Corée du Sud	6 350	10 0	14 000	4,5
Singapour	14 140	7,1	24 760	3,8
Thaïlande	1 650	7 8	2 490	2,6
Indonésie	610	5 8	1 140	1,8
Philippines	740	1 2	1 170	0,9
Iran	2 410	2 5	2 320	2,3

Sources: BIT; Le travail dans le monde; 1994. PNUD; Rapport mondial sur développement humain, 1994. Atlaseco de poche; Editions du Sérail; 1994. PNUD, Rapport mondial sur développement humain, 2006, World Bank, World Development Indicators, 2006.

Les Nouveaux Pays Industrialisés

En 1996, nous relevions que ces pays avaient connu, avec la Chine, la plus forte croissance, non seulement en Asie, mais aussi dans le monde. En une décennie, les choses y ont bien changé. La Corée du Sud a vu son taux de croissance passer de 10 à 4,5% (soit une chute de 55%) alors que Singapour, qui avait bénéficié d'une croissance de 7,1% au cours des années 80, a vu son taux de croissance annuel moyen tomber à 3,8%. Cette chute drastique des taux de croissance n'est évidemment pas sans rapport avec la crise asiatique de la fin des années nonante. On observera que cette baisse de la croissance fut plus sévère encore dans le cas des petits dragons.

Les petits dragons

Nous écrivions en 1996, qu'à l'instar de leurs grands frères, les petits dragons avaient atteint une croissance forte de 6 à 7%, sauf aux Philippines où elle est restée au niveau de 1,2%. Nous estimions que ces pays s'étaient lancés dans une course poursuite derrière les NPI de façon à les rattraper progressivement. En dix ans, le bilan en ce qui concerne les petits dragons est pour le moins sombre. Au cours des années 80, la Thaïlande affichait un taux de croissance en moyenne annuelle de 7,8%. Entre 1990 et 2004, ce taux est passé à 2,6%, ce qui se traduit par une chute de plus de 67%. L'Indonésie n'était guère mieux lotie. Au cours des eighties, Djakarta avait connu une croissance de 5,8%. Entre 1990 et 2004, ce taux s'est effondré (-69%), affichant 1,8% en base annuelle.

Notes

D'après Manière de voir, n°85, Jusqu'où ira la Chine, Janvier Février 2006, p.5

Fiche 6

L'emploi en Amérique latine

Evolution du PNB par habitant

Nous écrivions en 1996 que les années 80 s'étaient caractérisées en Amérique latine par une chute continue du PNB par habitant. Parmi les 18 pays repris dans le tableau suivant, seuls quatre pays à cette époque obtenaient une croissance positive de cet indice.

Tableau 6/1 Taux annuel de croissance du PNB par habitant dans certains pays d'Amérique latine

Pays	(1980-90) (%)	(1990-98) (%)
Chili	1,1	6,6
Colombie	1,1	1,5
Brésil	0,6	1,3
Argentine	-1,8	4,9
Pérou	-2,0	4,0
Vénézuela	-2.0	0,5
Bolivie	-2,6	2,1
Mexique	-0,9	1,2

Source: PNUD; Rapport mondial sur le développement humain; 1993 et 2000

On voit clairement que les années 80 ont constitué un choc sans thérapie pour les économies d'Amérique latine. Sur les 8 pays sélectionnés, 5 étaient en récession dans les années 80. Les années nonante ont vu le retour de la croissance mais cette embellie a été de courte durée. Les statistiques du PNUD ne permettent pas de repérer l'impact des crises financières de 1999-2001 (effet "samba et tango") sur les économies locales et le tournant qu'elles ont représenté. Pour en donner une idée, nous avons choisi de reprendre au tableau 6/2 les données relatives à la croissance du PIB telles que reprises par la Banque Mondiale dans ses indicateurs du développement dans le monde.

Tableau 6/2 Taux de croissance du PIB (en%) en moyenne annuelle pour Amérique latine

Pays	(1990-2000)	(2000-2004)
Chili	6,6	3,7
Colombie	2,8	2,9
Brésil	2,9	2,0
Argentine	4,3	-0,1
Pérou	4,6	3,7
Vénézuela	1,6	-1,2
Bolivie	4,0	2,6
Mexique	3,1	1,5

Source: Banque mondiale, World Development Indicators, 2006

Alors que toutes les économies latino-américaines étaient en croissance au cours des années nonante, deux d'entre elles (Argentine et Venezuela) sont en récession ou en quasi-stagnation. Pour les autres pays (à l'exception de la Colombie qui maintient ses performances économiques), tous les autres pays enregistrent des taux inférieurs. De plus, l'Amérique latine s'est enfoncée en 2002 dans une des pires crises qu'elle ait connue depuis le début des années 80, se traduisant par un recul de la production de 1,5% pour la zone. Quel a été l'impact de ces conditions socioéconomiques dégradées sur le monde du travail? Nous avons choisi d'examiner la situation des salaires. Nous écrivions, en 1996, que la baisse des salaires avait été importante (cfr. tableau 6/3) dans toute la région. Elle avait été constante au Brésil où les salaires de 1991 équivalaient à 63,6% de ceux en vigueur en 1985. En Argentine, malgré un léger rattrapage entre 1989 et 1991, les salaires étaient, au début des années nonante, inférieurs de 22% à la moyenne de 1985. Il en allait de même pour le Mexique (baisse de 12,2% par rapport à la moyenne de 1985) et le Pérou (chute de 40,8%entre 1985 et 1991). Qu'en est-il à l'heure actuelle?

Tableau 6/3 Evolution des salaires dans les industries manufacturières (1985 = 100)

Pays	1989	1991
Argentine	72.9	78
Brésil	109.3	63.6
Chili	113.5	123.9
Colombie	104.2	100.5
Mexique	80.7	87.8
Pérou	57.4	59.2

Source: BIT; Le travail dans le monde; 1994.

Qu'en est-il à l'heure actuelle? Faute de données statistiques ad hoc, reportons-nous à ce que notait l'OIT au sujet de la période 1990-2000 "même si, dans l'industrie, les salaires ont augmenté annuellement de 2,7% en termes réels tout au long de la décennie, le salaire moyen reste à peine plus élevé qu'en 1980."
La situation était plus dégradée encore en ce qui concerne les salaires minima. "Bien qu'il ait augmenté en moyenne annuelle de 0,8% ces dix dernières années, le salaire minimum moyen en Amérique latine est actuellement inférieur de 27% à son niveau du début des années quatre-vingt ." Cette moyenne recouvre des réalités nationales différentes.
C'est ainsi qu'au cours des années nonante, les salaires minima réels ont baissé de 4,6% au Mexique et de 4,5% au Venezuela. En revanche, ils ont progressé de 10,4% en Bolivie et de 9,9% en Argentine.

Croissance des inégalités

Les inégalités dans le monde

En 1996, nous écrivions que les inégalités dans le monde s'étaient aggravées en permanence. En 1960, les 20% les plus riches des habitants de la planète disposaient de revenus 30 fois supérieurs à ceux des 20% les plus pauvres. En 1990, les revenus des 20% les plus riches étaient 60 fois plus élevés. Et encore, cette comparaison repose sur la répartition des revenus entre pays riches et pays pauvres. Si l'on tient compte de la mauvaise répartition des revenus nationaux (à l'intérieur de chacun des pays), les 20% les plus riches de la population mondiale ont au moins 150 fois plus de moyens que les 20% les plus pauvres. Quid aujourd'hui?

Tableau 7/1: Economie mondiale Répartition par tranche de revenus

	Revenus 1990	Revenus 2005
20% les + pauvres	1.4%	1,5
2ème 20%	1.85%	3,5
3ème 20%	2.3%	-
4ème 20%	11.75%	-
20% les + riches	82.7%	75

Source:PNUD; Rapport mondial sur le développement humain; 1993 et 2005

Pour les années les plus récentes, nous ne disposons dans les rapports du PNUD que des données relatives aux revenus. On voit qu'au cours des années nonante, les inégalités de revenu se sont atténuées pour le deuxième quintile de la population mondiale dont la part est passée de 1,85% à 3,5%. Aujourd'hui, d'après le rapport mondial sur le développement humain (2005), le revenu moyen des 20% les plus riches est grosso modo "50 fois plus élevé que le revenu moyen des 20% des plus pauvres[1]." Au sommet de la pyramide des revenus, les 20% les plus riches possèdent les trois quarts du revenu mondial total. À la base, les 40% les plus pauvres détiennent seulement 5% du revenu mondial et les 20% les plus pauvres en détiennent à peine 1,5%.
On signalera toutefois un changement important dans la géographie mondiale de la pauvreté. "La part de l'Asie du Sud a baissé nettement, d'une moitié en 1980 à un tiers aujourd'hui. Reflet de deux décennies de revenu moyen en déclin, l'Afrique subsaharienne représente une part grandissante des 20% les plus pauvres. Depuis 1980, cette part a plus que doublé, de 15% à 36%, et augmente toujours. Un habitant sur deux de l'Afrique subsaharienne se situe maintenant dans les 20% des plus pauvres de la distribution mondiale, en comparaison avec un habitant sur cinq en Asie Orientale et un sur quatre en Asie du Sud.
Sans surprise, les 20% les plus fortunés vivent en grande majorité dans les pays riches. Neuf habitants de ces pays sur dix comptent parmi les 20% les plus riches. 85% du revenu du décile le plus riche est détenu dans les pays de l'OCDE. La distribution du revenu mondial souligne également l'extraordinaire niveau d'inégalité qui règne en Amérique latine. Un quart de la population de cette région possède un revenu qui place ces personnes parmi les 20% les plus riches, tandis que plus de 8% figurent parmi les 20% les plus pauvres[2]".

Pour ce qui est des écarts entre les régions, nous observions que les écarts entre le Nord et le Sud s'étaient amplifiés avec le temps au détriment des PMA (pays moins avancés) dont la part dans le PNB mondial a chuté de 50% en près de 30 ans. Pour les autres pays en développement, la chute a été plus modérée alors que ce sont avant tout les pays développés qui ont tiré leur épingle du jeu au cours de cette période.
La comparaison est évidemment malaisée. On remarquera cependant que le Nord monopolise l'activé économique dans le monde avec 79,3% du PIB mondial pour 20,3% de la population mondiale. Les Pays en développement se contentent de 20,7% de la valeur ajoutée sur le plan mondial alors que 8 terriens sur 10 habitent les pays pauvres. Notons également que nos calculs ont porté sur des PNB et des PIB sans établissement de parités de pouvoir d'achat.

Tableau 7/2:Accentuation des écarts économiques entre les régions

	Population mondiale			PNB mondial		
	1960	1989	2004	1960	1989	2004(*)
PED	68,5	77,1	79,7	15,9	15,8	20,7
(PMA)	6,8	8,4	11,6	1,0	0,5	0,63
PI	31,5	22,9	20,3	84,1	84,2	79,3

Source:PNUD; Rapport mondial sur le développement humain, 1993 et 2006
(*)Malheureusement le PNUD donne pour 2004 le PIB plutôt que le PNB. De la cohérence des statistiques mondiales ...

Notes

1. PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2005, p.22
2. Ibidem

Fiche 8

Qualité des emplois

La qualité de l'emploi pour les travailleurs

En 1996, le Gresea relevait des indicateurs en matière de qualité de l'emploi pour les travailleurs. Nous insistions, tout d'abord, sur la sécurité de l'emploi, la rémunération, le temps de travail, les conditions de travail et les droits sociaux liés à l'emploi. Notre réactualisation 2006 s'intéressera exclusivement aux aspects sécurité de l'emploi, rémunération et temps de travail. Au sujet de la rémunération, élément essentiel de la qualité d'un emploi, nous verrons que loin d'être déterminée par la seule productivité du travail (quantité de biens produits ou de services prestés par unité de temps), elle dépend également des rapports de force entre les acteurs sociaux. En cette matière, il nous est d'ores et déjà permis de parler de dégradation continuelle de la qualité d'emploi. Au sujet du temps de travail, nous distinguions l'horaire de travail stricto sensu, les cadences de travail et la durée de carrière. Dernière variable influençant la qualité de l'emploi, les droits sociaux liés à l'emploi. Certains emplois ne sont, en effet, assortis d'aucun droit social. Le travail en noir ne donne pas droit, par définition, à la sécurité sociale ou à toute autre garantie sociale (salaire minimal, conditions de licenciement, etc.). D'autres ne garantissent que certains droits. C'est à travers ce prisme que nous appréhenderons, entre autres choses, la montée du secteur informel au sein des Etats du Tiers-monde.

La qualité de l'emploi dans les Pays Industrialisés

En 1996, nous écrivions que, profitant de rapports de force favorables dus, entre autres, au fait que les profits dépendent de moins en moins du facteur travail (c'est ce qu'on appelle la croissance sans emploi) ainsi qu'à l'existence d'une importante armée de réserve constituée par les chômeurs et les sous-employés, les grands acteurs économiques relayés par leurs alliés politiques prônaient une flexibilisation à tout égard de l'emploi, donc à s'attaquer aux différents éléments constitutifs de la qualité de l'emploi. En cette matière, nous relevions, à l'instar de l'ensemble des spécialistes de la question, une dégradation. Dégradation dont témoigne la montée du temps partiel. Nous notions en 1996 que les emplois à temps partiel se multipliaient. Ils représentaient 11% de l'emploi total de l'Europe des Douze, en 1983; ils en représentaient 14%, en 1991. En 2006, cette part est passée à 17,16%. Certains pays étaient plus affectés que d'autres par cette mutation. Le temps partiel représentait 22% de l'emploi total aux Pays-Bas en 1983 contre 33% en 1991. En 2006, ce ratio a encore augmenté, passant à 35% de la main d'oeuvre employée.

Tableau 8/1 Evolution du travail à temps partiel dans l'Europe des 15 et quelques autres pays industrialisés (Japon, USA, Australie)

Pays	Taux de temps partiel		
		1996	2004
Belgique	Femmes	30,20	34,10
	Hommes	4,40	6,30
Danemark	Femmes	24,40	24,30
	Hommes	10,20	11,60
France	Femmes	24,40	23,60
	Hommes	5,70	4,80
Allemagne	Femmes	26,40	29,90
	Hommes	1,80	3,70
Grèce	Femmes	13,80	10,90
	Hommes	4,70	3,10
Italie	Femmes	20,90	28,80
	Hommes	5,90	11,70
Japon	Femmes	36,70	41,70
	Hommes	11,70	14,20
Pays-Bas	Femmes	55,50	60,20
	Hommes	11,30	15,10
Espagne	Femmes	16,20	17,20
	Hommes	2,90	2,60
Royaume-Uni	Femmes	41,40	40,40
	Hommes	7,80	10,00
Etats-Unis	Femmes	20,10	18,80
	Hommes	8,30	8,10

Source: Key Indicators of the Labour Market (Kilm), OIT, 2006.

En 1996, le Gresea relevait une remise en cause des systèmes de sécurité sociale entraînant un recul des droits sociaux liés à l'emploi. En dix ans, cette dégradation de la qualité des emplois s'est encore davantage fait ressentir. En Belgique, on rappellera l'adoption du pacte des générations[1] qui a abouti à faire reculer l'âge de prise de cours de la prépension, désormais fixé à 60 ans – 58 ans auparavant – et à augmenter le nombre d'années de carrière à prester pour pouvoir en bénéficier. Un travailleur devra ainsi, à partir de 2008, totaliser trente-cinq ans de vie professionnelle (la travailleuse, trente) afin de pouvoir faire valoir ses droits à une retraite anticipée à 58 ans.

Ces contraintes sont appelées à se durcir avec le temps. Ainsi, à partir de 2014, hommes et femmes se verront alignés, on leur exigera 38 ans pour accéder à la prépension. Pour tous ceux et toutes celles qui, âgés de plus de cinquante ans, subissent de plein fouet plans sociaux, restructurations et autres licenciements collectifs, c'est une porte de sortie douce qui se referme: ils seront chômeurs complets avec obligation de retrouver un travail. La mise en œuvre d'une dégradation des droits sociaux liés à la fin de carrière des travailleurs ne se limite évidemment pas à la seule Belgique. Au contraire, ces tendances sont perceptibles dans toute l'Europe. Ainsi, relèvera-t-on, à titre d'exemples, une augmentation de la durée de cotisation pour pouvoir prétendre à la retraite en France et un relèvement de l'âge de prise de cours de la pension au Royaume-Uni.

La dégradation des conditions de travail se marque également du côté des salaires. La part des salaires n'a cessé de baisser depuis le début des années 80 dans l'ensemble des grands pays de l'OCDE. En 1980, le partage de la valeur ajoutée s'établissait en France à 69% pour les salaires et à 31% pour les profits. Dans l'impossibilité d'accroître les investissements productifs générateurs de surproduction et néanmoins décidé à augmenter la part des profits, le capitalisme mondial s'est lancé dans de vastes opérations de restructuration et partant un grand mouvement de concentration financière. C'est dans ce contexte qu'interviennent les grands mouvements de libéralisation des capitaux et des marchandises promus dans le Tiers-monde par la Banque mondiale et le FMI.
Pour réviser à la baisse la part des salaires dans la valeur ajoutée et stopper l'inflation impliquant des augmentations de salaire, les gains de productivité (assez faibles à cause de la faiblesse des investissements productifs) ont été exclusivement affectés aux profits. Par ailleurs, le ralentissement des salaires a contribué à déprimer la demande et donc, par contrecoup, la croissance. Les

fins de non-recevoir opposées aux revendications du temps de travail ont amené les gains de productivité à se révéler destructeurs d'emplois. La montée du chômage a contribué à nourrir en retour la dégradation des conditions de travail (que ce soit en termes de précarisation de ce dernier ou de précarisation de ce dernier) et de la protection sociale.
A l'avenir, la redistribution du temps de travail ainsi que la redistribution des revenus par les cotisations sociales et les contributions fiscales consisteront, à n'en pas douter, le noyau dur des revendications du mouvement social confronté à la montée des inégalités.
En Belgique, les attaques contre le monde du travail n'ont évidemment pas échappé aux tendances générales du système. C'est ainsi que le tableau suivant démontre, contre toute évidence, que la part des salaires dans le PIB a baissé 4,4 points de pourcentage entre 1996 et 2006. 67,9% en 1996 contre 64,2% en 2004 et 63,5% à la fin de l'année 2006.

Tableau 8/2 Evolution de la part des salaires en Belgique de 1996 à 2006)

Part des salaires en% du PIB	1996	2004	2006
	67,9%	64,2%	63,5%

Source: CNE, présentation de l'assemblée du 15 février.

Pour ce qui est de la précarisation du travail, nous avons connu en Belgique une véritable explosion du travail précaire. Entre 1996 et 2004, la part des CDD dans les contrats a augmenté de 63,15% en passant de 3,8% des contrats en 1996 à 6,2% en 2004. La part des contrats à temps partiel a progressé de 6,5 points de pourcentage. Le temps partiel, c'était 18,5% des contrats en 1997 contre plus de 25% en 2006. L'intérim a lui aussi une impressionnante progression. En passant de 1,8% du personnel des sociétés à 3,1% en 2004, il aura presque doublé.

La qualité de l'emploi dans les pays du Tiers-monde

Nous écrivions en 1996 que les constats posés pour les pays industrialisés étaient de mise pour l'ensemble des pays du Tiers-monde.

Sous l'effet des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) imposés par le FMI et la Banque mondiale, ces pays étaient et sont encore obligés - et certains pouvoirs politiques en place y sont tout à fait favorables - de pratiquer des coupes sombres dans les budgets de l'Etat et donc de diminuer l'emploi dans la fonction publique et de privatiser à tous crins les entreprises publiques. Or, tout comme dans les pays industrialisés, les statuts du travail y sont comparativement plus favorables que dans les autres secteurs d'activité.

La croissance des secteurs informels, secteurs qui échappent à toute réglementation, notamment en matière sociale: pas de salaire minimum, pas de conditions de licenciement, pas de sécurité sociale, etc. Ces deux faits expliquent que la part des emplois salariés soit en décroissance dans de nombreux pays: voir Tableau 8/3.

Dans de nombreux pays, également, les rémunérations sont en baisse sensible depuis plusieurs années.
Concernant les délocalisations, il est certain que comme en 1996, les industries polluantes ont tendance à aller s'implanter dans les pays pas trop regardants en ce domaine. Les grandes catastrophes qui ont entraîné la mort de travailleurs à cause du non-respect de normes de sécurité minimales ont presque toutes eu lieu dans des pays en développement (en Inde, en Chine, en Thaïlande, etc.).

Tableau 8/3 Part de l'emploi salarié (en%) dans le secteur non agricole de 1981 à 1992

Pays	81-86	87-92	2003
AFRIQUE			
Botswana	93	90	78,7
Tunisie	78	78	64,30
AMERIQUE			
Brésil	79	75	62,10
Chili	64	72	68,20
Guatemala	69	63	Nd
Mexique	69	78	83,2
Pérou	70	59	51,10
Vénézuela	81	70	88,9
ASIE			
Corée du Sud	68	71	65,10
Indonésie	44	47	Nd
Philippines	70	65	50,90
Singapour	84	87	86,50
Thaïlande	60	60	40,50
Turquie	76	68	50,60

Source: BIT, Le travail dans le monde, 1994
OIT, Key Indicators of labour market, 2006

Notes

1.La description des tenants et aboutissants du pacte des générations et du pacte de compétitivité sont analysés dans une étude du Gresea : "Travail contre capital.", Dupret.X., Houben.H., Rydberg.E., CoEd. Couleurs livres/Gresea, Charleroi, 2007.

Fiche 9

Emplois et migrations

Les principaux flux migratoires

En 1996, nous avions établi le nombre de migrants dans le monde à 120 millions d'individus. Leur répartition s'établissait comme suit. Ils mesurent l'ensemble des migrations ayant eu lieu entre 1970 et 1990. Les principales régions de destination étaient l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et les Pays du golfe.

Deuxième constat: on retrouve, pour l'essentiel, les mêmes destinations que durant les années nonante (Europe et Amérique du Nord). C'est ainsi que les USA comptent environ 35 millions de migrants, soit 20% des migrants du monde. En Allemagne, on retrouve 7,3 millions immigrés (ce qui représente 4,2% des migrants du monde). Les migrations sont bel et bien liées aux disparités économiques dans le monde.
Toutefois, Il convient de ne pas céder au cliché qui voudrait que la Périphérie soit exclusivement un lieu de départ. En effet, on migre aussi vers des nations pauvres. C'est ainsi qu'on dénombre pour la Fédération de Russie qu'elle abrite 7,6% des migrants du monde, soit 13,3 millions de personnes. En Ukraine, les effectifs des immigrés se portent à 6,9 millions de personnes (c'est-à-dire 4,2% des migrants du monde). De plus, l'Inde compte 6,3 millions de migrants (3,6% de migrants dans le monde).

Notes

1. Les migrations dans un monde interconnecté: nouvelles perspectives d'action, Rapport de la commission mondiale sur les migrations internationales, octobre 2005.

Tableau 9/1 Flux migratoires (y compris les réfugiés)

Région d'origine	Nbre de migrants entre 1970 et 1990 (en millions)	Principales régions de destination	2000 – "Stock" de migrants et % de la pop.	Continent d'accueil
Europe Occidentale	20	Europe Amérique du Nord	56,1 millions - 7,7%	Europe (y compris la partie européenne de l'ex-URSS)
Europe Orientale	13	Europe Occidentale		
Asie du Sud	16.5	Pays du Golfe	49,9 millions - 1,4%	Asie
Asie du Sud-Est	8	Amérique du Nord		
Extrême-Orient	14	Diverses		
Amérique du Nord	5	Diverses	40,8 millions - 12,9%	Amérique du Nord
Afrique	16	Afrique	16,3 millions - 2%	Afrique
Maghreb Moyen-Orient	17	Pays du Golfe		
Amérique du Sud	7	Amérique du Sud	5,9 millions - 1,1%	Amérique latine
Amérique Centrale	16	Amérique du Nord		
Océanie	3	Diverses	5,8 millions - 18,7%	Australie
Total	120		174,8	Total monde

Source: Les Migrations; Dossier du journal "Le SOIR"; juin 1991.
Rapport de la commission mondiale sur les migrations internationales, octobre 2005.

En 2006

Quels constats pouvons-nous poser 10 ans plus tard? Nous nous sommes appuyés sur le rapport émanant de la Commission mondiale sur les migrations internationales d'octobre 2005[1]. Seul le lieu de destination des migrants y est indiqué, et nous ignorons leur région d'origine.
Premier constat: les migrations ont pris de l'ampleur depuis 1990. Le nombre de migrants dans le monde est passé de 120 en 1990 à 174,8 millions aujourd'hui, soit une augmentation de 45,7% en l'espace d'une dizaine d'années.

Protection sociale et droits des travailleurs

En 1996, nous rappelions qu'au plan international, la protection sociale et les droits des travailleurs avaient partie liée à la mise en œuvre d'un code international du travail par l'organisation internationale du travail (OIT). Huit conventions de l'OIT sont qualifiées de fondamentales. Elles ont trait à la liberté d'association et de négociation collective, l'élimination du travail forcé ou obligatoire, l'élimination de la discrimination en matière d'emploi ainsi que l'abolition du travail des enfants. Nous nous bornerons à rappeler que la ratification des conventions de l'OIT dénote une volonté politique sans que pour autant la situation des travailleurs s'en trouve améliorée dans le concret.

Tableau 10/1 Etat d'avancement des ratifications des conventions fondamentales sur les droits de l'homme

	Liberté d'association et négociation collective		Elimination du travail forcé ou obligatoire		Elimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession		Abolition du travail des enfants	
Pays	**C 87**	**C 98**	**C 29**	**C 105**	**C 100**	**C 111**	**C 138**	**C 182**
Total: 180	147	156	170	166	163	165	147	163
Afrique (53)	48	52	53	52	50	53	46	49
Amériques (35)	33	32	33	35	33	33	29	33
Asie (41)	17	22	34	29	30	29	26	33
Europe (51)	49	50	50	50	50	50	46	48

Source: ILOLEX, 15. 2. 2007

Ce constat au demeurant banal relativise la portée des ratifications dans bon nombre de régions du monde (Afrique et Amérique du Sud). Cela dit, on notera les très faibles taux de ratification en Asie pour les conventions portant sur la liberté d'association et de négociation collective. Nous notions en 1996 que l'OIT avait proposé, à cette date, 174 conventions. En 2007, on en comptait 187. Nous en détaillerons deux. Ce petit exercice nous permettra de vérifier que les nations socialement avancées ne sont pas toujours les plus empressées quant à ratifier les conventions de l'OIT.

Convention C-162 sur l'amiante (1986)
Cette convention stipule, en son article 10, que "là où cela est nécessaire pour protéger la santé des travailleurs et réalisable du point de vue technique, la législation nationale doit prévoir l'une ou plusieurs des mesures suivantes: a) toutes les fois que cela est possible, le remplacement de l'amiante ou de certains types d'amiante ou de certains produits contenant de l'amiante par d'autres matériaux ou produits, ou l'utilisation de technologies alternatives scientifiquement évaluées par l'autorité compétente comme étant inoffensifs ou moins nocifs; b) l'interdiction totale ou partielle de l'utilisation de l'amiante ou de certains types d'amiante ou de certains produits contenant de l'amiante pour certains procédés de travail."

Observons que la convention "amiante" a été ratifiée par la Belgique dix ans après son adoption en 1986, soit 7 ans après le Guatemala et 5 ans après la Macédoine. On formulera le même constat avec la convention sur la prévention des accidents industriels majeurs. C174 Convention sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Cette convention stipule, en son article 4 paragraphe 1, que "tout Membre doit, eu égard à la législation, aux conditions et aux pratiques nationales et en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives ainsi qu'avec d'autres parties intéressées pouvant être touchées, formuler, mettre en oeuvre et revoir périodiquement une politique nationale cohérente relative à la protection des travailleurs, de la population et de l'environnement contre les risques d'accident majeur." La Belgique l'a adoptée 11 ans plus tard (2004), soit huit ans après l'Arménie.

Tableau 10/2 Quelques-uns des 29 pays ayant ratifié la convention 162 de l'OIT

PAYS	DATE DE RATIFICATION
Allemagne	1993
Belgique	1996
Bolivie	1990
Brésil	1990
Cameroun	1989
Chili	1994
Colombie	2001
Croatie	1991
Equateur	1990
Espagne	1990
Fédération de Russie	2000
Guatemala	1989
Japon	2005
Norvège	1992
Ouganda	1990
Pays-Bas	1999
Serbie	2000
Slovénie	1992
Suède	1987
Zimbabwe	2003

Source: ILOLEX, 15. 2. 2007

Tableau 10/3 Pays ayant ratifié la convention 174 de l'OIT

Pays	Date de ratification
Albanie	2003
Arabie Saoudite	2001
Arménie	1996
Belgique	2004
Brésil	2001
Colombie	1997
Estonie	2000
Liban	2005
Pays-Bas	1997
Suède	1994
Zimbabwe	2003

Source: ILOLEX, 15. 2. 2007

Fiche 11

Structure de l'emploi

L'industrialisation en rade?

Dans les pays industrialisés, depuis les débuts de la révolution industrielle, les paysans qui ne trouvaient plus de travail à cause de l'augmentation de la productivité agricole se sont en grande majorité reconvertis dans l'industrie. Lorsque, dans ce secteur, les gains de productivité ont commencé à dépasser l'augmentation de la demande de biens manufacturés, une partie de la perte des emplois industriels a été compensée par une croissance de ceux dans les services. Un des problèmes qui touche nos sociétés est, qu'à présent, la croissance de la productivité s'accélère également dans les activités de services (grâce à l'informatique, aux télécommunications, à la bureautique, etc.) et que l'on n'a pas encore opéré les choix nécessaires pour répondre à ce phénomène: satisfaire les besoins sociaux et culturels non couverts, partager le temps de travail, etc.

En 1996, nous écrivions que ce glissement des emplois du secteur primaire - l'agriculture - vers le secondaire - l'industrie -, puis de ceux-ci vers le tertiaire - les services - ne s'opérait pas de la même façon dans les pays du Tiers-monde. Les emplois perdus dans l'agriculture ne se retrouvaient pas, ou du moins pas tous, dans l'industrie. Au contraire, la part de celle-ci dans les emplois totaux tendait à s'amenuiser dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne mais aussi d'Amérique latine. Nous constations donc en 1996 que partout dans le Tiers-monde, l'industrialisation n'a pas relayé la perte des emplois dans le secteur primaire (agriculture). Ce qui a eu pour conséquence, dans un contexte de forte urbanisation, de booster les effectifs du secteur informel.

Qu'en est-il dix ans plus tard? Entre 1996 et 2006, les pertes d'emploi dans l'agriculture n'ont pas été compensées par des créations dans le secteur secondaire du Tiers-monde. En Afrique subsaharienne, bien que l'agriculture ait perdu 5 p.p en termes d'emploi au cours de la décennie écoulée, l'industrie en 2006 est restée au même niveau qu'en 1996 alors que les services connaissaient un accroissement de 6 p.p. On repère le même type de tendances en Asie de l'Est et en Amérique latine. En Asie du Sud-est et Pacifique, la perte d'emploi dans l'agriculture (-4,0 p.p) n'a pas été compensée par l'accroissement des effectifs dans l'industrie (+1,4 p.p) ou les services (+2,5 p.p). Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord ont vu, cas unique dans le monde, la part des emplois dans les services diminuer (-1,2 p.p) alors que la part de l'agriculture restait parfaitement stable et que l'industrie compensait les pertes dans le tertiaire (+1,2 p.p). Cela dit, comme en 1996, il convient d'admettre que le processus de destruction d'emploi dans le secteur primaire n'est pas compensé par un développement parallèle et conséquent des industries.

Comme en 1996, la croissance du secteur tertiaire s'explique, d'une part, parce qu'il est plus facile et moins coûteux de créer un emploi dans les services (les infrastructures sont moins lourdes) et, d'autre part, parce qu'on peut moins facilement se procurer certains services à l'étranger (les transports, la santé ...) et qu'il y a donc peu de concurrence internationale. On peut, cependant, se demander si ces pays pourront continuer dans cette voie à long terme. Peuvent-ils continuellement importer de l'étranger la majorité des biens industriels ? De plus, la sophistication de la prestation de nombreux services et les possibilités croissantes de transfert d'un pays à l'autre (services financiers, assurances, téléformation, comptabilité, etc.) risquent d'augmenter leur dépendance également dans ce secteur d'activité.

Tableau 11/1 Structure de l'emploi (en%) dans quelques pays

	Agriculture			Industrie			Service		
	1965	90-92	95-02	1965	90-92	95-02	1965	90-92	95-02
Brésil	49	25	20	20	25	18,5	31	47	50,5
Chili	27	19	11,5	29	26	21	44	55	68
Chine	81	73	Nd	8	14	Nd	11	13	Nd
Corée du Sud	55	17	10,5	15	36	26,5	30	47	63,5
Inde	73	62	Nd	12	11	Nd	15	27	Nd
Mexique	49	23	15	22	29	25	29	48	60
Pérou	49	35	8,5	19	12	17	32	53	79,5
Philippines	58	45	35	16	16	15	26	39	50
Thaïlande	82	67	49	5	11	18,5	13	22	32,5
Afrique subsahar.	79	67	Nd	8	8	Nd	13	25	Nd
Pays industr.	22	9	Nd	37	33	Nd	41	58	Nd

Source: PNUD; Rapport mondial sur le développement humain; 1994 et estimations 2005.

(voir tableau 11/2 ci-contre)

Secteur informel

En 1996, nous avions indiqué que le secteur informel représentait une part considérable des emplois urbains dans le Tiers-monde. Petite précision: le secteur informel fait l'objet de définitions variables. Dans un dossier pédagogique, le Gresea avait défini le secteur informel comme "l'ensemble de petites entreprises individuelles non capitalistes où se développent des activités créatrices de revenus et dont la définition repose sur les critères suivants: facilité d'accès, utilisation par des entreprises de ressources locales, technologies à forte intensité de main d'œuvre, propriété familiale des entreprises, petite échelle des opérations, marchés de concurrence non réglementés, qualifications acquises hors du système scolaire officiel, adaptabilité de la main d'œuvre .." Autre précision d'importance sur le plan statistique cette fois: la croissance du secteur informel ne correspond pas à une baisse en valeur absolue de l'emploi dans le secteur formel.

Ainsi, écrivions-nous qu'au Ghana, l'in-

formel représentait 53% de l'emploi urbain en 1991 contre 69% au Nigeria. La progression du secteur informel n'était évidemment limitée à l'Afrique. En Argentine, l'informel regroupait 31,5% des travailleurs urbains (soit 5,2 p.p de plus qu'en 1980). Ce nombre était, par ailleurs, en augmentation dans tous les pays d'Amérique latine, à l'exception du Chili. Dans les mégalopoles asiatiques, la majorité de la population urbaine, dans les années 80, appartenait au secteur informel et ce nombre était en augmentation dans toutes les grandes villes du continent.

Qu'en est-il une décennie après? On peut constater que le travail informel prend de l'ampleur dans les pays du Maghreb. L'emploi informel a augmenté dans deux pays du Maghreb. En Tunisie, la part de l'informel dans l'emploi non agricole est passée de 38,4 à 47,1% (soit une augmentation de 8,7 p.p.). En Algérie, en 20 ans, l'emploi informel a presque doublé, passant de 21,8% à 42,7% de l'emploi non agricole. Au Maroc, on constate un mouvement quelque peu différent puisque l'emploi informel est passé, entre 1982 et 1998, de 56,9% à 44,8% de l'emploi non agricole. L'évolution du secteur informel présente un profil particulier en ce qui concerne le Maroc, accusant au sein de l'emploi non agricole une baisse entre 1982 et 1995 (-12,1 p.p) pour repartir à la hausse entre 1995 et 1998 (+1,5 p.p).

Aujourd'hui, on peut dire que la croissance du secteur informel concerne pour l'essentiel l'Afrique noire (où l'examen de la structure de l'emploi montre que le secteur informel représente plus de 80% de la population active) dans la mesure où cette dernière souffre d'un processus de non-industrialisation. En effet, selon Jacques Charmes, Professeur de sciences économiques à l'Université de Versailles, depuis trois décennies, "le secteur informel (…), à l'échelle mondiale, est passé de 22,6% dans les années 1970 à 28% dans les années 1990 de la population active non agricole ." L'augmentation la plus importante concerne l'Afrique où la part du secteur informel dans l'emploi global a doublé en vingt ans, passant de 28% en 1970 à 55% dans les années nonante. "En revanche, l'Asie du sud-est a connu une décroissance de ce secteur, s'expliquant principalement par le processus d'industrialisation des NPI ." Pour ce qui est de l'Amérique latine, en partant de la définition de l'OIT, "6 des 10 nouveaux postes de travail produits dans les années 90 ont été informels, ce qui explique pourquoi le pourcentage de ce type de travailleurs par rapport à l'occupation non agricole s'est élevé de 42.8% en 1990 à 46.4% en 1999. Pour cette période, il est possible de constater en Argentine un accroissement de presque 10 points dans le pourcentage de travailleurs informels sur le total d'actifs occupés, dans certaines agglomérations urbaines ."

Tableau 11/2 Evolution de l'emploi par secteur entre 1996 et 2006

	Emploi sectoriel en pourcentage de l'emploi	
Agriculture	**1996**	**2006**
Monde	43,1	38,7
Economies développées et UE	5,2	3,2
Europe Centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	25,2	22,0
Asie de l'Est	64,0	48,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	51,0	47,0
Asie du Sud	59,3	51,7
Amérique latine et Caraïbes	23,2	18,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	29,7	29,7
Afrique subsaharienne	68,1	63,0
Industrie		
Monde	21,4	21,3
Economies développées et UE	28,5	24,2
Europe Centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	27,9	27,7
Asie de l'Est	25,2	25,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	16,4	17,8
Asie du Sud	15,4	18,8
Amérique latine et Caraïbes	20,3	19,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	21,7	22,9
Afrique subsaharienne	9,0	8,8
Services		
Monde	35,5	40,0
Economies développées et UE	65,4	72,7
Europe Centrale et de l'Est (hors UE) et CEI	45,6	50,3
Asie de l'Est	20,7	25,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	32,7	35,2
Asie du Sud	25,3	29,5
Amérique latine et Caraïbes	55,5	61,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	48,6	47,4
Afrique subsaharienne	22,9	28,2

Source: BIT,Modèle des Tendances mondiales de l'emploi 2006.

A lire ...

"Made in China – Meningen van daar", Ng Sauw Tjhoi et Marc Vandepitte, Editions EPO, 2006, 296 pages, 20 euros.

Velléités de superpuissance, sweatshop mondial, contrepoids à l'hégémonie américaine, la Chine déroute et dérange l'analyse. Rien n'est simple, jusqu'à cette théorie du "socialisme de marché avec des caractéristiques chinoises" (appellation contrôlée) qui amuse la galerie, au rayon des mondanités. Déroutant, en effet, ce pays qui "éduque 20% de la population mondiale avec 2% du budget mondial dévolu à l'enseignement" [Int'l Herald Tribune, 28/6/2006]. Dérangeant, ce constat des Nations unies sur les inégalités, qui met de côté la Chine au motif que sa "richesse, en moyenne modeste, est bien redistribuée au regard des normes internationales" [Financial Times, 6/12/2006]. Et, déroutante encore, puisqu'elle nourrit un quart de la population mondiale en ne disposant que de 10% des terres cultivables de la planète, comme le rappellent les auteurs de cet ouvrage. Ils font oeuvre utile. La Chine, c'est 1,3 milliard d'habitants au nom desquels, trop souvent, l'Occident fait parler des représentants... de ses propres fantasmes, de son propre agenda. Ils font oeuvre utile parce que, au travers de 45 portraits, 45 interviews, ils explorent sans a priori, ils tâtent le pouls d'une vieille nation en redevenir. Avec sa saine fierté patriotique, son adhésion très large aux orientations du parti communiste et, même, une pointe de nostalgie pour l'égalitarisme d'antan. Déroutant, dérangeant? La réalité est ainsi faite... C'est un livre – édition néerlandaise, jusqu'ici - qui invite à ne pas réfléchir idiot. Luc Cortebeeck (CSC) et Rudy De Leeuw (FGTB) en recommandent la lecture et, sans doute aussi, quelque 1,3 milliard de Chinois. Entre peuples, il faut apprendre à se connaître. (E.R.)

La valse des écrous. Travail, Capital et action collective dans l'industrie automobile/ Stephen Bouquin, Editions Syllepse, 2006, Paris, 306 p., 25 euros.

En fait, d'écrous il n'en est guère question. Ni de boulons, de robots, de chaîne de montage... Stephen Bouquin privilégie les relations sociales et plus particulièrement les conflits de classe. On ne saurait lui en tenir rigueur. D'autant qu'il analyse en profondeur le cas de deux usines, celle de RVI-Blainville en France et celle de Volkswagen Forest qu'une actualité récente a mis sous les projecteurs. En revanche, nous serions plus critiques sur le choix de l'auteur de refuser tout déterminisme économique, si ce n'est celui, général, du capitalisme, et de lui préférer une prudence académique. Après tout, dans le rapport social, il y a une disproportion de force et de pouvoir à l'avantage du chef d'entreprise. C'est lui qui impose les orientations de la firme en fonction de la perspective de la rentabilité. Dans l'automobile, cela se traduit par la réorganisation de la production vers davantage de fluidité, la rationalisation du travail pour charger le salarié au maximum, la logique du "just-in-time", l'option de la sous-traitance... Des innovations initiées par Toyota et, depuis lors, reprises par tous les constructeurs concurrents. Face à cette réalité, les travailleurs et leurs délégués ne sont pas impuissants. Mais ils doivent y réagir, en particulier en ces temps de triomphalisme capitaliste. C'est ce cadrage qui, à notre sens, fait défaut. (H.H.)

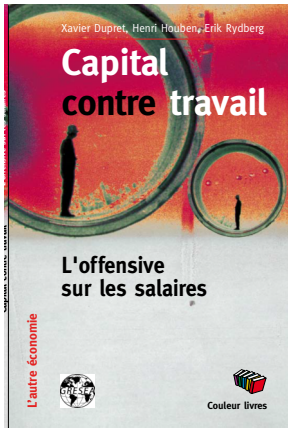
Ikea, un modèle à démonter/, O.Bailly, D.Lambert, J-M Caudron, Editions Luc Pire, collection Voix durables, 2007, Bruxelles, 109 pages, 15 euros.

L'ouvrage rédigé par Olivier Bailly, Denis Lambert et Jean-Marc Caudron sur le géant de l'ameublement Ikea en offre un portrait contrasté. Côté cour, c'est l'image, celle d'une multinationale transparente, suédoise donc et "sociale". Côté jardin, c'est une entreprise qui présente un vrai dédale pour qui tente de savoir où se trouve le pouvoir en son sein. Jugez-en : Ikea, c'est un enchevêtrement de fondations et de filiales dressant un écran de fumée destiné à protéger la compagnie – selon l'aveu même de son fondateur – contre "toute attaque surprise" (p.16). Objectif : n'offrir aucune prise à l'extérieur. Dans ces conditions, on comprendra aisément que discuter avec Ikea de conditions de travail dans le Tiers-monde ou de respect de l'environnement s'avère délicat. En effet, que ce soit en matière de protection des forêts ou de mise en œuvre de procès de travail "décents" au Sud, Ikea se montre, selon les poncifs de l'époque, ouvert au dialogue. Cela veut dire: Ikea met en place des codes de bonne conduite et fait procéder à des audits. Pas de problème? Si, problème, car Ikea est à la fois juge et partie, s'auto-évalue et fait passer cette maîtrise des relations publiques pour du progrès social. Voilà le genre d'informations démystificatrices que l'on peut retrouver dans cette monographie militante, aux accents écolos marqués et au style volontairement familier, on aime ou on n'aime pas. En tout cas, un petit livre riche d'enseignements à l'heure où certaines voix plaident pour un rapprochement entre ONG et entreprises. (X.D.)

Nouvelles acquisitions du centre de documentation du Gresea

Ouvrages et autres monographies :
World investment report 2006 : FDI from developing and transition economies : implications for development/ UNCTAD – The least developed countries report 2006: Developing productive capacities/UNCTAD – **L'Etat contre le peuple: la gouvernance, l'exploitation minière et le régime transitoire en RDC**/Fatal Transactions; NIZA, Amsterdam, 2006 – **The profit behind your plate : critical issues in the processed food industry**/Myriam Vander Stichele & Sanne van der Wal; SOMO, Amsterdam, 2006 – **Menons l'enquête sur la dette!**: Manuel pour des audits de la dette du Tiers Monde ; CETIM, Genève, 2006 – **Soleil capitaliste : entretiens au cœur des multinationales**/Isabelle Pivert ; Editions du Sextant, Paris, 2006 – **Les partenariats public-privé**/Fr. Marty, S. Trosa, A. Voisin; La Découverte, Paris, 2006 (Coll. Repères n° 441) – **Un futur présent, l'après capitalisme : Essai d'interprétation du mouvement historique actuel**/Jean Sève; La Dispute, Paris, 2006 – **Comprendre l'économie sociale et solidaire : Théories et pratiques**/Nicolas Bardos-Féltoronyi ; Couleur livres, Charleroi, 2004 – **Comprendre l'économie politique**/Yves de Wasseige ; Couleur livres, Charleroi, 2005

Revues :
Les Partenariats Public/Privé (dossier in Les cahiers du CEPESS n°2, 2006) – Quand le travail fait mal : La seconde vie du taylorisme – **Les nouvelles contraintes** (dossier in : Alternatives économiques février 2007) – **Revenus : qui est riche ? Qui est pauvre ?** (dossier in: Alternatives économiques janvier 2007) – **Après le pétrole…** (dossier in : Etopia, revue d'écologie politique n° 2, 2006) – **Résistances paysannes** (in : Contradictions n° 114, 2ème trimestre 2006) – **La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales**/Peter Mertens (in : Etudes Marxistes n° 72, 2005) – **L'Afrique au rendez-vous** (dossier in Finances & Développement (FMI) n° 4, décembre 2006) – **Sur le chemin de la reconnaissance : les travailleurs domestiques** (in : Travail (BIT) n° 58, décembre 2006) – **2006 en demi-teinte** (dossier in : Informations et commentaires (Le développement en questions) n° 137, oct-déc 2006) – **Five years after Doha : Intellectual property and access to medicines** (dosier in : Third World Resurgence n° 196, Dec 2006) –
Le Centre de documentation à mis à jour sa collection L'Economie politique (revue éditée par Alternatives économiques).



Dans la collection "L'autre économie" aux Editions Couleur Livres, le Gresea présente son dernier livre:

Capital contre travail

L'offensive sur les salaires

Xavier Dupret, Henri Houven, Erik Rydberg

La propagande sur les coûts salariaux (trop élevés!) est une des constantes du discours économique dominant. Elle est omniprésente. Et un élément clé dans ce que Marx appelait la "guerre civile" entre capital et travail.

En Belgique, sa dernière expression a pris la forme de "pactes". Pacte de compétitivité, pacte entre les générations. Le premier s'est concrétisé par l'accord interprofessionnel 2007-2008, qui restreint les salaires au nom d'une compétitivité toujours dirigée contre les travailleurs. On ne demande pas au capital d'être compétitif. Le second, pour faire court, augmente l'offre de travailleurs (des gens âgés en plus sur le marché). L'un comme l'autre ont pour fonction de faire baisser le coût salarial. Donc, faire plier le travail devant le capital.
Ce n'est pas tombé du ciel, comme démontre cet ouvrage. Le "processus de Lisbonne" est passé par là: la volonté des chefs d'Etat de l'Union européenne, depuis 1999, de faire du continent la zone économique la plus compétitive du monde. Comment? En s'attachant en priorité à atteindre des bons "taux d'emploi" (plus de candidats sur le marché du travail) et, donc, imprimer une pression à la baisse sur les salaires, sur les conditions de travail et, partant, sur la vie de tout un chacun. Là, non plus, pas un hasard. Ce carcan, qui dicte la politique socio-économique des Etats membres, est le fruit d'un lobbying industriel. Les multinationales européennes: très bien organisées.
Une pièce à verser au débat – jusqu'ici étouffant... L'économie, c'est l'affaire de toutes et tous.

En vente au prix de 9 euros en librairie et au GRESEA (11 Rue royale, 1000 Bruxelles, Belgique - email: gresea@skynet.be- téléphone 32.2/219.70.76 - fax 32.2/219.64.86 - site www.gresea.be)

Dans sa collection des Cahiers des Alternatives, le Gresea vient également de publier:

Kinshasa et les importations avicoles
En finir avec la catastrophe sanitaire et économique!

Denis Horman

La République démocratique du Congo recèle d'immenses richesses, tant dans son sous-sol qu'au niveau agricole, avec d'énormes potentialités climatiques favorables à la production de la plupart des cultures.
Pourtant, plus de 75% de Congolais vivent sous le seuil de pauvreté. La population – celle des villes en particulier- dépend de plus en plus des importations agroalimentaires. Plus de 90% des protéines animales (volaille, poisson, porc, bœuf…), consommées à Kinshasa, la ville aux huit millions d'habitants, sont importées.
Les importations massives de découpes congelées de poule/poulet (cuisses, pattes, ailes, croupions, peau…) et d'œufs de consommation, vendus au rabais sur les marchés locaux, déstructurent la filière avicole locale. La rupture de la chaîne du froid entraîne une véritable catastrophe sanitaire: selon une étude de la FAO à Kinshasa, plus de 80% des aliments vendus dans les lieux publics seraient contaminés. Impressionnées par la campagne menée au Cameroun, à propos des importations de poulet congelé, et des résultats obtenus, des associations kinoises commencent à réagir.
RAUKIN, le réseau d'agriculture urbaine de Kinshasa, anime une campagne d'information, de sensibilisation et de lobbying pour un redéploiement de la filière avicole en RDC. Le Réseau se donne comme première tâche l'élaboration d'un "livre blanc" sur les conséquences économiques, sociales et sanitaires des importations avicoles, les obstacles et les atouts de la filière locale, les mesures politiques à prendre pour encadrer et développer la production de poulets de chair et d'œufs de consommation. RAUKIN compte sur notre solidarité pour mener à bien ce travail.

Table des matières

L'Afrique et les ravages des importations agroalimentaires :
les multiples facettes du dumping alimentaire 6
Le soja contre la vie 8
La RDC: richesses et misère 10
Sécurité et souveraineté alimentaires en RDC: un état des lieux 12
Importations avicoles et filière locale 15
Kinois, vous avez le bonjour de Charles Doux 17
La catastrophe sanitaire 18
Cameroun : une campagne exemplaire 22
Cela commence à bouger à Kinshasa 24
Agir ici ! 26

Prix de vente: 3 euros
Commande:
GRESEA, 11 Rue Royale, 1000 Bruxelles, tél. 32.2/219.70.76, fax 32.2/219.64.86
www.gresea.be; gresea@skynet.be